

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1039
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	1039
DEUXIEME BUREAU.....	1039
Arrêté n°00171 portant agrément de M. Jean-Marc COINSMANN en qualité de garde particulier	1039
Arrêté n°00172 portant agrément de M.Christian MERCIER en qualité de garde particulier.....	1040
Arrêté n°00173 portant agrément de M. Daniel DE SILVESTRI en qualité de garde particulier	1041
Arrêté n°00174 portant agrément de M.Bernard GUILLAUME en qualité de garde particulier.....	1041
Arrêté n°00175 portant agrément de M.Eric EUBRIET en qualité de garde particulier	1042
Arrêté n°00176 portant agrément de M. Christian PERRIN en qualité de garde particulier.....	1042
Arrêté n°00177 portant agrément de Mme Mireille BAUDY née DUBOIS en qualité de garde particulier	1043
Arrêté n°00178 portant agrément de Mme Claudine ORDITZ née FROIDEVAUX en qualité de garde particulier	1043
Arrêté n°00179 portant agrément de M. Léoncio PEREZ en qualité de garde particulier	1044
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	1044
DEUXIEME BUREAU.....	1044
Arrêté de nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de Neuves-Maisons	1044
Arrêté de nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale d'Heillecourt	1045
Arrêté de nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de Villerupt	1045
Arrêté de nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de Longuyon.....	1046
Arrêté de nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de Frouard.....	1046
Arrêté de création de régie de recettes de l'État auprès de la police municipale de Ludres	1047
Arrêté de nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de Ludres.....	1047
Arrêté de suppression de la régie d'Etat auprès de la police municipale de Custines	1048
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	1048
DEUXIEME BUREAU.....	1048
Arrêté de cessibilité concernant le rétablissement des fonctionnalités du passage à niveau n°17 supprimé et le raccordement de la LGV Est Européenne à la voie ferrée Nancy-Metz sur la commune de Vandières.....	1048
TROISIEME BUREAU	1049
Arrêté portant nomination d'un régisseur d'avances auprès de la direction des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.....	1049
Arrêté n° 06.BMSSE.20 Portant modification de la délégation de signature à Monsieur Jacques Sablayrolles, directeur des relations avec les collectivités locales	1049
Arrêté n°06.BMSSE.21 portant modification de la délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe Moretau, Chef du service de la navigation du Nord-Est pour les avis à la batellerie	1050
Arrêté n°06.BMSSE.22 portant modification de la délégation de signature à Monsieur Philippe Ronssin, Sous-Préfet de l'arrondissement de Briey.....	1050
Arrêté n°06.BMSSE.23 portant modification de la délégation de signature à Monsieur Eric Maire, Sous-Préfet de l'arrondissement de Lunéville	1051
Arrêté n°06.BMSSE.24 portant modification de la délégation de signature à Monsieur Philippe Gazagnes, Sous-Préfet de l'arrondissement de Toul.....	1051
Arrêté préfectoral n°06.BMSSE.26 : Délégation de suppléance à Monsieur Eric Maire, Sous-Préfet de l'arrondissement de Lunéville	1052
Expropriation de la parcelle AL 42 en vue de la réalisation d'un lotissement arrêté de cessibilité	1052
Expropriation de la parcelle AL 42 en vue de la réalisation d'un lotissement Arrêté de cessibilité	1053
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	1053
Arrêté portant dissolution du syndicat mixte de construction du CES et du CET de Longwy Nord-Est	1053
Arrêté autorisant la modification de l'article 1 des statuts du SIVU de la Vallée de l'Orne.....	1053
Arrêté portant mandatement d'office au profit du syndicat intercommunal de la Bourse du Travail de Piennes.....	1054
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1054
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	1054
Arrêté ARH n° 32/2006 du 13 juillet 2006 portant fixation pour l'exercice 2006 du montant annuel pour l'activité de prélèvement d'organes ou de tissus de la Polyclinique Louis Pasteur à Essey les Nancy - N° FINESS : 540000478.....	1054
Arrêté ARH n° 33/2006 du 13 juillet 2006 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2006 - Clinique "l'Arc en Ciel" à Epinal - N° FINESS : 880780135	1055
Arrêté ARH n° 34/2006 du 13 juillet 2006 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2006 - Polyclinique de Gentilly et Saint Don à Nancy - N° FINESS : 54 0 000486.....	1055
Arrêté ARH n° 35/2006 du 13 juillet 2006 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2006 - Hopital-Clinique Claude Bernard à Metz - N° FINESS : 57 0 00064.6	1056
Arrêté ARH n° 36/2006 du 13 juillet 2006 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2006 - Clinique Sainte Marguerite à Novéant-sur Moselle N° FINESS : 57 0 00228.7	1056
Arrêté ARH n° 37/2006 du 13 juillet 2006 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2006 - Clinique Saint-Nabor à Saint-Avold - N° FINESS : 57 0 00008.3.....	1057
Arrêté ARH de Lorraine n° 38/2006 du 1er juillet 2006 portant délégation de signature à Madame Karine STEBLER, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse	1057
Arrêté ARH n° 39/2006 du 25 juillet 2006 portant nomination à la Conférence Sanitaire du territoire Lorraine Sud	1058
Délibération n°68/06 relative à l'adhésion de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine au Groupement d'Interet Public appelé Groupement Régional de Santé Publique	1058
Délibération n° 69/06	1058
Délibération n° 70/06	1059
Délibération n° 71/06	1059
Délibération n° 72/06	1059
Délibération n° 73/06	1060
Délibération n° 74/06	1060

Délibération n°75/06 portant création d'une antenne du service mobile d'urgence et de réanimation (S.M.U.R.) du centre hospitalier de Saint-Dié-des-Vosges au Centre hospitalier de Gérardmer	1060
Délibération n° 76/06	1061
Délibération n° 77/06	1061
Délibération n° 78/06	1061
Délibération n° 79/06	1061
Délibération n° 80/06	1062
Délibération n° 81/06	1062
Délibération n° 82/06	1062
Arrêté ARH - DDASS 54 N°06/ 90 du 11 juillet 2006, portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Jacques Pariset de Bainville-sur-Madon - N° FINESS E.J.540 00 6707	1063
Arrêté ARH - DDASS 54 N° 06/91 du 13 juillet 2006 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l' Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) à Mont Saint Martin - N° FINESS E.J. 540 000 866	1063
Arrêté ARH - DDASS 54 N° 06/92 du 31 juillet 2006 modifiant l'arrêté N° 06/59 du 31 mai 2006 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - N° FINESS E.J. 540 002 078	1064
Arrêté ARH - DDASS 54 N°06/93 du 4 août 2006 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Association Hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons - N° FINESS E.J. 540 000 437	1065
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	1065
POLE SOCIAL - SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE	1065
Arrêté n° 3583 Portant nomination de l'agent comptable compétent pour la gestion budgétaire et comptable du G.I.P. - MDPH de Meurthe-et-Moselle ..	1065
SERVICE AES CELLULE « ACTIONS DE SANTE »	1065
Arrêté DDASS/AES/N° 3610/2006 fixant pour 2006 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat Centre de Soins spécialisés pour toxicomanes (CSST) TANDEM, 53, rue Carnot - 54190 Villerupt - géré par l'association TANDEM	1065
Arrêté DDASS/AES/N° 3611/2006 fixant pour 2006 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat Centre de Soins spécialisés pour toxicomanes (CSST) "Unité Fonctionnelle d' Accueil et de Traitement des Toxicomanies" (UFATT), 22 bis, rue de Malzeville - 54000 Nancy - géré par le CHU de Nancy	1066
Arrêté DDASS/AES/N° 3612/2006 fixant pour 2006 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie (CCAA) CHU de Nancy, 29, avenue du Marechal de Lattre de Tassigny - C.O. N° 34 - 54035 Nancy Cedex	1067
Arrêté DDASS/AES/N° 3613/2006 fixant pour 2006 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie (CCAA) de Mont-Saint-Martin Association Hospitalière du Bassin de Longwy, 4, rue Alfred Labbe - 54350 Mont-Saint-Martin	1068
DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT DE LORRAINE	1068
SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE	1068
Avis relatif à l'extension de l'avenant n°79 à la convention collective de travail concernant les exploitations horticoles et les pépinières du département de Meurthe-et-Moselle	1068
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	1069
SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL	1069
Arrêté n°2006-356 relatif à une autorisation de défrichement - Territoire communal d'Arnville	1069
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	1069
SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES	1069
Arrêté 2006/DDE/036/CDER	1069
Arrêté 2006/DDE/037/CDER	1070
Arrêté 2006/DDE/038/CDER	1071
Arrêté 2006/DDE/039/CDER	1071
SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES	1072
Arrêté n° 06 DE 009 PFU approuvant la carte communale de Chaouilley en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme	1072
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	1072
Décision concernant l'affectation des contrôleurs du travail	1072
Décision concernant l'affectation des inspecteurs du travail	1073
Décision relative à l'organisation de l'inspection du travail dans le département de Meurthe-et-Moselle	1073
TRESORERIE GENERALE	1074
Modification de la délégation de signature du trésorier-payeur-général en date du 7 août 2006 ;	1074
NAVIGATION DU NORD-EST	1074
VOIES NAVIGABLES DE FRANCE	1074
Décision portant subdélégation de signature	1074
DIRECTION DES SERVICES FISCAUX	1076
Décision concernant la présidence de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires de Meurthe-et-Moselle ..	1076

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

DEUXIEME BUREAU

Arrêté n°00171 portant agrément de M. Jean-Marc COINSMANN en qualité de garde particulier

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de procédure pénale, notamment son article 29 ;

Vu la loi du 12 avril 1892, notamment son article 2 ;

Vu la demande en date du 28 juillet 2006 de M. le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine à Semoutiers, 52000 Chaumont tendant au renouvellement d'agrément de gardes particuliers à l'effet de constater toutes les infractions aux dispositions des articles R43.9 et R235.1 du code de la route et toutes infractions à la police de la conservation du domaine routier (ordonnance du 27 décembre 1958) ;

Vu la prestation de serment du 20 novembre 1985 de M. Jean-Marc COINSMANN devant le tribunal d'instance de Toul dans le ressort duquel se situent les propriétés dont la surveillance lui est confiée ;
Vu la commission délivrée le 4 novembre 1985 par le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine à Semoutiers, 52000 Chaumont, par laquelle il confie la surveillance des droits de l'établissement à M. Jean-Marc COINSMANN ;
Vu le renouvellement du 18 juillet 2003 ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - L'agrément de M. Jean-Marc COINSMANN né le 10/01/1965 à Nancy (54) domicilié 22a, rue de la Côte - 54000 NANCY en qualité de garde particulier est renouvelé pour une période de trois ans à compter de la notification du présent arrêté à l'intéressé.

ARTICLE 2 - La qualité de garde particulier chargé de certaines fonctions de police judiciaire est strictement limitée aux propriétés pour lesquelles M. Jean-Marc COINSMANN a été commissionné par son employeur.

ARTICLE 3 - Le présent agrément est accordé pour constater toutes les infractions aux dispositions des articles R43.9 et R235.1 du code de la route et toutes infractions à la police de la conservation du domaine routier (ordonnance du 27 décembre 1958) exploitées par la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, direction régionale Champagne-Lorraine.

ARTICLE 4 - Dans l'exercice de ses fonctions, M. Jean-Marc COINSMANN doit être porteur en permanence du présent agrément et doit le présenter à toute personne qui en fait la demande.

ARTICLE 5 - Le présent agrément deviendra caduc en cas de cessation de fonctions de l'intéressée, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant. Cet agrément devra être restitué sans délai aux services préfectoraux.

ARTICLE 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à lesquelles M. Jean-Marc COINSMANN et dont ampliation sera transmise à : M. le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 août 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
L'attaché Chef de bureau
Jean-Pierre DEVIDET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou être déféré devant le tribunal administratif territorialement compétent dans les mêmes conditions de délai.

Arrêté N°00172 portant agrément de M.Christian MERCIER en qualité de garde particulier

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de procédure pénale, notamment son article 29 ;
Vu la loi du 12 avril 1892, notamment son article 2 ;
Vu la demande en date du 28 juillet 2006 de M. le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine à Semoutiers, 52000 Chaumont tendant au renouvellement d'agrément de gardes particuliers à l'effet de constater toutes les infractions aux dispositions des articles R43.9 et R235.1 du code de la route et toutes infractions à la police de la conservation du domaine routier (ordonnance du 27 décembre 1958) ;
Vu la prestation de serment du 17 avril 1985 de M. Christian MERCIER devant le tribunal d'instance de Toul dans le ressort duquel se situent les propriétés dont la surveillance lui est confiée ;
Vu la commission délivrée le 19 mars 1985 par le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine à Semoutiers, 52000 Chaumont, par laquelle il confie la surveillance des droits de l'établissement à M. Christian MERCIER ;
Vu le renouvellement du 18 juillet 2003 ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - L'agrément de M. Christian MERCIER né le 10/08/1955 à OBJAT (19) domicilié 11, rue Carnot - 54170 COLOMBEY LES BELLES en qualité de garde particulier est renouvelé pour une période de trois ans à compter de la notification du présent arrêté à l'intéressé.

ARTICLE 2 - La qualité de garde particulier chargé de certaines fonctions de police judiciaire est strictement limitée aux propriétés pour lesquelles M. Christian MERCIER a été commissionné par son employeur.

ARTICLE 3 - Le présent agrément est accordé pour constater toutes les infractions aux dispositions des articles R43.9 et R235.1 du code de la route et toutes infractions à la police de la conservation du domaine routier (ordonnance du 27 décembre 1958) exploitées par la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, direction régionale Champagne-Lorraine.

ARTICLE 4 - Dans l'exercice de ses fonctions, M. Christian MERCIER doit être porteur en permanence du présent agrément et doit le présenter à toute personne qui en fait la demande.

ARTICLE 5 - Le présent agrément deviendra caduc en cas de cessation de fonctions de l'intéressée, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant. Cet agrément devra être restitué sans délai aux services préfectoraux.

ARTICLE 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à lesquelles M. Christian MERCIER et dont ampliation sera transmise à : M. le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 août 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
L'attaché Chef de bureau
Jean-Pierre DEVIDET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou être déféré devant le tribunal administratif territorialement compétent dans les mêmes conditions de délai.

Arrêté n°00173 portant agrément de M. Daniel DE SILVESTRI en qualité de garde particulier

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de procédure pénale, notamment son article 29 ;

Vu la loi du 12 avril 1892, notamment son article 2 ;

Vu la demande en date du 28 juillet 2006 de M. le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine à Semoutiers, 52000 Chaumont tendant au renouvellement d'agrément de gardes particuliers à l'effet de constater toutes les infractions aux dispositions des articles R43.9 et R235.1 du code de la route et toutes infractions à la police de la conservation du domaine routier (ordonnance du 27 décembre 1958) ;

Vu la prestation de serment du 17 avril 1985 de M. Daniel DE SILVESTRI devant le tribunal d'instance de Toul dans le ressort duquel se situent les propriétés dont la surveillance lui est confiée ;

Vu la commission délivrée le 19 mars 1985 par le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine à Semoutiers, 52000 Chaumont, par laquelle il confie la surveillance des droits de l'établissement à M. Daniel DE SILVESTRI ;

Vu le renouvellement du 18 juillet 2003 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - L'agrément de M. Daniel DE SILVESTRI né le 22/01/1955 à CREPEY (54) domicilié 30, rue Pasteur - 54170 COLOMBEY LES BELLES en qualité de garde particulier est renouvelé pour une période de trois ans à compter de la notification du présent arrêté à l'intéressé.

ARTICLE 2 - La qualité de garde particulier chargé de certaines fonctions de police judiciaire est strictement limitée aux propriétés pour lesquelles M. Daniel DE SILVESTRI a été commissionné par son employeur.

ARTICLE 3 - Le présent agrément est accordé pour constater toutes les infractions aux dispositions des articles R43.9 et R235.1 du code de la route et toutes infractions à la police de la conservation du domaine routier (ordonnance du 27 décembre 1958) exploitées par la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, direction régionale Champagne-Lorraine.

ARTICLE 4 - Dans l'exercice de ses fonctions, M. Daniel DE SILVESTRI doit être porteur en permanence du présent agrément et doit le présenter à toute personne qui en fait la demande.

ARTICLE 5 - Le présent agrément deviendra caduc en cas de cessation de fonctions de l'intéressée, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant. Cet agrément devra être restitué sans délai aux services préfectoraux.

ARTICLE 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à lesquelles M. Daniel DE SILVESTRI et dont ampliation sera transmise à : M. le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 août 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
L'attaché Chef de bureau
Jean-Pierre DEVIDET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou être déféré devant le tribunal administratif territorialement compétent dans les mêmes conditions de délai.

Arrêté n°00174 portant agrément de M. Bernard GUILLAUME en qualité de garde particulier

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de procédure pénale, notamment son article 29 ;

Vu la loi du 12 avril 1892, notamment son article 2 ;

Vu la demande en date du 28 juillet 2006 de M. le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine à Semoutiers, 52000 Chaumont tendant au renouvellement d'agrément de gardes particuliers à l'effet de constater toutes les infractions aux dispositions des articles R43.9 et R235.1 du code de la route et toutes infractions à la police de la conservation du domaine routier (ordonnance du 27 décembre 1958) ;

Vu la prestation de serment du 17 avril 1985 de M. Bernard GUILLAUME devant le tribunal d'instance de Toul dans le ressort duquel se situent les propriétés dont la surveillance lui est confiée ;

Vu la commission délivrée le 26 mars 1985 par le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine à Semoutiers, 52000 Chaumont, par laquelle il confie la surveillance des droits de l'établissement à M. Bernard GUILLAUME ;

Vu le renouvellement du 18 juillet 2003 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - L'agrément de M. Bernard GUILLAUME né le 06/08/1953 à TOUL (54) domicilié 24, route de Bicqueley - 54113 GYE en qualité de garde particulier est renouvelé pour une période de trois ans à compter de la notification du présent arrêté à l'intéressé.

ARTICLE 2 - La qualité de garde particulier chargé de certaines fonctions de police judiciaire est strictement limitée aux propriétés pour M. Bernard GUILLAUME a été commissionné par son employeur.

ARTICLE 3 - Le présent agrément est accordé pour constater toutes les infractions aux dispositions des articles R43.9 et R235.1 du code de la route et toutes infractions à la police de la conservation du domaine routier (ordonnance du 27 décembre 1958) exploitées par la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, direction régionale Champagne-Lorraine.

ARTICLE 4 - Dans l'exercice de ses fonctions, M. Bernard GUILLAUME doit être porteur en permanence du présent agrément et doit le présenter à toute personne qui en fait la demande.

ARTICLE 5 - Le présent agrément deviendra caduc en cas de cessation de fonctions de l'intéressée, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant. Cet agrément devra être restitué sans délai aux services préfectoraux.

ARTICLE 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à M. Bernard GUILLAUME et dont ampliation sera transmise à : M. le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 août 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
L'attaché Chef de bureau
Jean-Pierre DEVIDET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou être déféré devant le tribunal administratif territorialement compétent dans les mêmes conditions de délai.

Arrêté n°00175 portant agrément de M. Eric EUBRIET en qualité de garde particulier

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de procédure pénale, notamment son article 29 ;

Vu la loi du 12 avril 1892, notamment son article 2 ;

Vu la demande en date du 28 juillet 2006 de M. le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine à Semoutiers, 52000 Chaumont tendant au renouvellement d'agrément de gardes particuliers à l'effet de constater toutes les infractions aux dispositions des articles R43.9 et R235.1 du code de la route et toutes infractions à la police de la conservation du domaine routier (ordonnance du 27 décembre 1958) ;

Vu la prestation de serment du 17 avril 1985 de M. Eric EUBRIET devant le tribunal d'instance de Toul dans le ressort duquel se situent les propriétés dont la surveillance lui est confiée ;

Vu la commission délivrée le 19 mars 1985 par le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine à Semoutiers, 52000 Chaumont, par laquelle il confie la surveillance des droits de l'établissement à M. Eric EUBRIET ;

Vu le renouvellement du 18 juillet 2003 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - L'agrément de M. Eric EUBRIET né le 23/03/1963 à TOUL (54) domicilié 44, route Nationale - 54170 ALLAIN en qualité de garde particulier est renouvelé pour une période de trois ans à compter de la notification du présent arrêté à l'intéressé.

ARTICLE 2 - La qualité de garde particulier chargé de certaines fonctions de police judiciaire est strictement limitée aux propriétés pour M. Eric EUBRIET a été commissionné par son employeur.

ARTICLE 3 - Le présent agrément est accordé pour constater toutes les infractions aux dispositions des articles R43.9 et R235.1 du code de la route et toutes infractions à la police de la conservation du domaine routier (ordonnance du 27 décembre 1958) exploitées par la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, direction régionale Champagne-Lorraine.

ARTICLE 4 - Dans l'exercice de ses fonctions, M. Eric EUBRIET doit être porteur en permanence du présent agrément et doit le présenter à toute personne qui en fait la demande.

ARTICLE 5 - Le présent agrément deviendra caduc en cas de cessation de fonctions de l'intéressée, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant. Cet agrément devra être restitué sans délai aux services préfectoraux.

ARTICLE 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à M. Eric EUBRIET et dont ampliation sera transmise à : M. le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 août 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
L'attaché Chef de bureau
Jean-Pierre DEVIDET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou être déféré devant le tribunal administratif territorialement compétent dans les mêmes conditions de délai.

Arrêté n°00176 portant agrément de M. Christian PERRIN en qualité de garde particulier

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de procédure pénale, notamment son article 29 ;

Vu la loi du 12 avril 1892, notamment son article 2 ;

Vu la demande en date du 28 juillet 2006 de M. le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine à Semoutiers, 52000 Chaumont tendant au renouvellement d'agrément de gardes particuliers à l'effet de constater toutes les infractions aux dispositions des articles R43.9 et R235.1 du code de la route et toutes infractions à la police de la conservation du domaine routier (ordonnance du 27 décembre 1958) ;

Vu la prestation de serment du 20 novembre 1985 de M. Christian PERRIN devant le tribunal d'instance de Toul dans le ressort duquel se situent les propriétés dont la surveillance lui est confiée ;

Vu la commission délivrée le 4 novembre 1985 par le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine à Semoutiers, 52000 Chaumont, par laquelle il confie la surveillance des droits de l'établissement à M. Christian PERRIN ;

Vu le renouvellement du 18 juillet 2003 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - L'agrément de M. Christian PERRIN né le 13/01/1956 à TOUL (54) domicilié 7, Grande Rue - 54170 ALLAIN en qualité de garde particulier est renouvelé pour une période de trois ans à compter de la notification du présent arrêté à l'intéressé.

ARTICLE 2 - La qualité de garde particulier chargé de certaines fonctions de police judiciaire est strictement limitée aux propriétés pour M. Christian PERRIN a été commissionné par son employeur.

ARTICLE 3 - Le présent agrément est accordé pour constater toutes les infractions aux dispositions des articles R43.9 et R235.1 du code de la route et toutes infractions à la police de la conservation du domaine routier (ordonnance du 27 décembre 1958) exploitées par la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, direction régionale Champagne-Lorraine.

ARTICLE 4 - Dans l'exercice de ses fonctions, M. Christian PERRIN doit être porteur en permanence du présent agrément et doit le présenter à toute personne qui en fait la demande.

ARTICLE 5 - Le présent agrément deviendra caduc en cas de cessation de fonctions de l'intéressée, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant. Cet agrément devra être restitué sans délai aux services préfectoraux.

ARTICLE 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à M. Christian PERRIN et dont ampliation sera transmise à : M. le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 août 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
L'attaché Chef de bureau
Jean-Pierre DEVIDET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou être déféré devant le tribunal administratif territorialement compétent dans les mêmes conditions de délai.

Arrêté n°00177 portant agrément de Mme Mireille BAUDY née DUBOIS en qualité de garde particulier

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de procédure pénale, notamment son article 29 ;
Vu la loi du 12 avril 1892, notamment son article 2 ;
Vu la demande en date du 28 juillet 2006 de M. le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine à Semoutiers, 52000 Chaumont tendant au renouvellement d'agrément de gardes particuliers à l'effet de constater toutes les infractions aux dispositions des articles R43.9 et R235.1 du code de la route et toutes infractions à la police de la conservation du domaine routier (ordonnance du 27 décembre 1958) ;
Vu la prestation de serment du 19 mars 1986 de Mme Mireille BAUDY née DUBOIS devant le tribunal d'instance de Toul dans le ressort duquel se situent les propriétés dont la surveillance lui est confiée ;
Vu la commission délivrée le 25 février 1986 par le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine à Semoutiers, 52000 Chaumont, par laquelle il confie la surveillance des droits de l'établissement à Mme Mireille BAUDY née DUBOIS ;
Vu le renouvellement du 18 juillet 2003 ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - L'agrément de Mme Mireille BAUDY née DUBOIS née le 23/02/1955 à TOUL (54) domiciliée 17, rue Saint Mansuy - 54170 GYE en qualité de garde particulier est renouvelé pour une période de trois ans à compter de la notification du présent arrêté à l'intéressée.

ARTICLE 2 - La qualité de garde particulier chargé de certaines fonctions de police judiciaire est strictement limitée aux propriétés pour Mme Mireille BAUDY née DUBOIS a été commissionnée par son employeur.

ARTICLE 3 - Le présent agrément est accordé pour constater toutes les infractions aux dispositions des articles R43.9 et R235.1 du code de la route et toutes infractions à la police de la conservation du domaine routier (ordonnance du 27 décembre 1958) exploitées par la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, direction régionale Champagne-Lorraine.

ARTICLE 4 - Dans l'exercice de ses fonctions, Mme Mireille BAUDY née DUBOIS doit être porteur en permanence du présent agrément et doit le présenter à toute personne qui en fait la demande.

ARTICLE 5 - Le présent agrément deviendra caduc en cas de cessation de fonctions de l'intéressée, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant. Cet agrément devra être restitué sans délai aux services préfectoraux.

ARTICLE 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Mireille BAUDY née DUBOIS et dont ampliation sera transmise à : M. le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 août 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
L'attaché Chef de bureau
Jean-Pierre DEVIDET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou être déféré devant le tribunal administratif territorialement compétent dans les mêmes conditions de délai.

Arrêté n°00178 portant agrément de Mme Claudine ORDITZ née FROIDEVAUX en qualité de garde particulier

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de procédure pénale, notamment son article 29 ;
Vu la loi du 12 avril 1892, notamment son article 2 ;
Vu la demande en date du 28 juillet 2006 de M. le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine à Semoutiers, 52000 Chaumont tendant au renouvellement d'agrément de gardes particuliers à l'effet de constater toutes les infractions aux dispositions des articles R43.9 et R235.1 du code de la route et toutes infractions à la police de la conservation du domaine routier (ordonnance du 27 décembre 1958) ;
Vu la prestation de serment du 15 mai 1985 de Mme Claudine ORDITZ née FROIDEVAUX devant le tribunal d'instance de Toul dans le ressort duquel se situent les propriétés dont la surveillance lui est confiée ;
Vu la commission délivrée le 18 avril 1985 par le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine à Semoutiers, 52000 Chaumont, par laquelle il confie la surveillance des droits de l'établissement à Mme Claudine ORDITZ née FROIDEVAUX ;
Vu le renouvellement du 18 juillet 2003 ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - L'agrément de Mme Claudine ORDITZ née FROIDEVAUX née le 02/04/1955 à TOUL (54) domiciliée 11, rue Saint Mansuy - 54170 GYE en qualité de garde particulier est renouvelé pour une période de trois ans à compter de la notification du présent arrêté à l'intéressée.

ARTICLE 2 - La qualité de garde particulier chargé de certaines fonctions de police judiciaire est strictement limitée aux propriétés pour Mme Claudine ORDITZ née FROIDEVAUX a été commissionnée par son employeur.

ARTICLE 3 - Le présent agrément est accordé pour constater toutes les infractions aux dispositions des articles R43.9 et R235.1 du code de la route et toutes infractions à la police de la conservation du domaine routier (ordonnance du 27 décembre 1958) exploitées par la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, direction régionale Champagne-Lorraine.

ARTICLE 4 - Dans l'exercice de ses fonctions, Mme Claudine ORDITZ née FROIDEVAUX doit être porteur en permanence du présent agrément et doit le présenter à toute personne qui en fait la demande.

ARTICLE 5 - Le présent agrément deviendra caduc en cas de cessation de fonctions de l'intéressée, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant. Cet agrément devra être restitué sans délai aux services préfectoraux.

ARTICLE 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Claudine ORDITZ née FROIDEVAUX et dont ampliation sera transmise à : M. le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 août 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
L'attaché Chef de bureau
Jean-Pierre DEVIDET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou être déféré devant le tribunal administratif territorialement compétent dans les mêmes conditions de délai.

Arrêté n°00179 portant agrément de M. Léoncio PEREZ en qualité de garde particulier

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de procédure pénale, notamment son article 29 ;

Vu la loi du 12 avril 1892, notamment son article 2 ;

Vu la demande en date du 31 juillet 2006 de M. le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine à Semoutiers, 52000 Chaumont tendant au renouvellement d'agrément de gardes particuliers à l'effet de constater toutes les infractions aux dispositions des articles R43.9 et R235.1 du code de la route et toutes infractions à la police de la conservation du domaine routier (ordonnance du 27 décembre 1958) ;

Vu la prestation de serment du 10 janvier 2001 de M. Léoncio PEREZ devant le tribunal d'instance de Toul dans le ressort duquel se situent les propriétés dont la surveillance lui est confiée ;

Vu la commission délivrée le 25 août 2000 par le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine à Semoutiers, 52000 Chaumont, par laquelle il confie la surveillance des droits de l'établissement à M. Jean-Marc COINSMANN ;

Vu le renouvellement du 18 juillet 2003 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - L'agrément de M. Léoncio PEREZ né le 17/06/1959 à Castillejo de dos Casas (Espagne) domicilié 26, impasse des Prébandes - 54200 TOUL en qualité de garde particulier est renouvelé pour une période de trois ans à compter de la notification du présent arrêté à l'intéressé.

ARTICLE 2 - La qualité de garde particulier chargé de certaines fonctions de police judiciaire est strictement limitée aux propriétés pour lesquelles M. Jean-Marc COINSMANN a été commissionné par son employeur.

ARTICLE 3 - Le présent agrément est accordé pour constater toutes les infractions aux dispositions des articles R43.9 et R235.1 du code de la route et toutes infractions à la police de la conservation du domaine routier (ordonnance du 27 décembre 1958) exploitées par la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, direction régionale Champagne-Lorraine.

ARTICLE 4 - Dans l'exercice de ses fonctions, M. Léoncio PEREZ doit être porteur en permanence du présent agrément et doit le présenter à toute personne qui en fait la demande.

ARTICLE 5 - Le présent agrément deviendra caduc en cas de cessation de fonctions de l'intéressée, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant. Cet agrément devra être restitué sans délai aux services préfectoraux.

ARTICLE 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à M. Léoncio PEREZ et dont ampliation sera transmise à : M. le directeur régional de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône direction régionale d'exploitation Champagne-Lorraine, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 23 août 2006

Le préfet,
Pour le Préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou être déféré devant le tribunal administratif territorialement compétent dans les mêmes conditions de délai.

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

DEUXIEME BUREAU

Arrêté de nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de Neuves-Maisons

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics, et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de NEUVES-MAISONS ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2003 modifié le 1^{er} février 2006, portant nomination de M. Norbert QUIROT en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de police de la circulation ainsi que le produit des consignations, et prévoyant que l'intéressé percevra une indemnité annuelle de responsabilité de 110 € ;

VU les lettres des 4 avril et 4 mai 2006 du maire de NEUVES-MAISONS proposant la nomination de M. Nicolas WINCKEL, actuel suppléant, en qualité de régisseur titulaire en remplacement de M. Norbert QUIROT, et de Mlle Aurélie EHLE en qualité de suppléante ;

VU l'avis du trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle en date du 18 mai 2006 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} - M. Nicolas WINCKEL, gardien de police municipale, est nommé régisseur pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route, de la commune de NEUVES-MAISONS.

ARTICLE 2 - M. Nicolas WINCKEL est dispensé de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 €.

ARTICLE 3 - Mlle Aurélie EHLE, agent de surveillance de la voie publique, est nommée régisseur suppléant.

ARTICLE 4 - Les autres policiers municipaux de la commune de NEUVES-MAISONS sont désignés mandataires.

ARTICLE 5 - Les arrêtés préfectoraux des 1^{er} juillet 2003 et 1^{er} février 2006 sont abrogés.

ARTICLE 6 - Le secrétaire général de la préfecture, le maire de NEUVES-MAISONS et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 juillet 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général,
Marc BURG

Arrêté de nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale d'Heillecourt

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics, et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2002 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale d'HEILLECOURT ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 portant nomination de M. Marcel SAYER en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de police de la circulation ainsi que le produit des consignations, et prévoyant que l'intéressé percevra une indemnité annuelle de responsabilité de 110 € ;

VU les lettres des 21 février et 29 avril 2006 du maire d'HEILLECOURT signalant que les régisseurs titulaire et suppléant ne font plus partie des effectifs de la commune et proposant M. Aurélien SCHMITT, agent de police municipale en qualité de régisseur titulaire, et Mlle Muriel MONIN comme régisseur suppléant ;

VU l'avis du trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle en date du 9 juin 2006 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} - M. Aurélien SCHMITT, agent de police municipale, est nommé régisseur pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route, de la commune d'HEILLECOURT.

ARTICLE 2 - M. Aurélien SCHMITT est dispensé de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 €.

ARTICLE 3 - Mlle Muriel MONIN, agent de police municipale, est nommée régisseur suppléant.

ARTICLE 4 - Les autres policiers municipaux de la commune d'HEILLECOURT sont désignés mandataires.

ARTICLE 5 - L'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 est abrogé.

ARTICLE 6 - Le secrétaire général de la préfecture, le maire d'HEILLECOURT et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 juillet 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général,
Marc BURG

Arrêté de nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de Villerupt

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics, et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2002 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de VILLERUPT ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 portant nomination de M. Raymond HOFFMANN en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de police de la circulation ainsi que le produit des consignations, et prévoyant que l'intéressé percevra une indemnité annuelle de responsabilité de 110 €, et Mme Mireille POLSINELLI, adjointe au personnel, comme régisseur suppléant ;

VU la lettre du 7 mars 2006 de Mme la maire de VILLERUPT signalant que Mme Mireille POLSINELLI a démissionné du conseil municipal et proposant Mme Leila DAHMANI comme régisseur suppléant ;

VU l'avis du trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle en date du 9 juin 2006 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} - L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 est modifié ainsi qu'il suit :

Mlle Leila DAHMANI, adjointe à l'enfance, est nommée régisseur suppléant.

Le reste sans changement.

ARTICLE 2 - Le secrétaire général de la préfecture, le maire de VILLERUPT et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 juillet 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Arrêté de nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de Longuyon

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics, et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 août 2003 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de LONGUYON ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2004 portant nomination de M. Christian MILLET en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de police de la circulation ainsi que le produit des consignations, et prévoyant que l'intéressé percevra une indemnité annuelle de responsabilité de 110 € ;

VU la lettre du 4 avril 2006 du maire de LONGUYON signalant que M. MILLET a fait valoir ses droits à la retraite et proposant M. Belaïd SAHI, agent chargé de la surveillance de la voie publique, en qualité de régisseur titulaire ;

VU l'avis du trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle en date du 9 juin 2006 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} - M. Belaïd SAHI, agent chargé de la surveillance de la voie publique, est nommé régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route, de la commune de LONGUYON.

ARTICLE 2 - M. Belaïd SAHI est dispensé de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 €.

ARTICLE 3 - L'arrêté préfectoral du 13 janvier 2004 est abrogé.

ARTICLE 6 - Le secrétaire général de la préfecture, le maire de LONGUYON et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 juillet 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Arrêté de nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de Frouard

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics, et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2002 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de FROUARD ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 portant nomination de M. André WOJCIK en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de police de la circulation ainsi que le produit des consignations, et prévoyant que l'intéressé percevra une indemnité annuelle de responsabilité de 110 € ;

VU la lettre du 4 avril 2006 du maire de FROUARD signalant que M. WOJCIK bénéficie d'un congé de longue durée et proposant M. Pascal DEMARD, brigadier chef, en qualité de régisseur titulaire et Mme Laurence VANDENBERGHE, gardien principal de police, comme suppléante ;

VU l'avis du trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle en date du 9 juin 2006 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} - M. Pascal DEMARD, brigadier chef, est nommé régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route, de la commune de FROUARD.

ARTICLE 2 - M. Pascal DEMARD est dispensé de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 €.

ARTICLE 3 - Mme Laurence VANDENBERGHE, gardien principal de police, est nommée régisseur suppléant.

ARTICLE 4 - Les autres policiers municipaux de la commune de FROUARD sont désignés mandataires.

ARTICLE 5 - L'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 est abrogé.

ARTICLE 6 - Le secrétaire général de la préfecture, le maire de FROUARD et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 juillet 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général,
Marc BURG

Arrêté de création de régie de recettes de l'État auprès de la police municipale de Ludres

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment son article 18 ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

VU l'arrêté interministériel du 29 juillet 1993 modifié, habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'État auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;

VU la lettre du 27 avril 2006 du maire de LUDRES, demandant la création d'une régie de recettes pour l'encaissement des amendes de police ;

VU l'avis du trésorier-payeur-général en date du 18 mai 2006 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} - Il est institué auprès de la police municipale de la commune de LUDRES une régie de recettes de l'État pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

ARTICLE 2 - Le régisseur, responsable de la police municipale, peut être assisté d'autres agents de police municipale désignés comme mandataires.

ARTICLE 3 - Le régisseur et ses mandataires encaissent et reversent les fonds à la trésorerie de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

ARTICLE 4 - Le secrétaire général de la préfecture, le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et le maire de LUDRES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 juillet 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général,
Marc BURG

Arrêté de nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de Ludres

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU l'arrêté préfectoral de ce jour portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de LUDRES ;

VU la lettre du 27 avril 2006 du maire de LUDRES proposant la nomination de M. Norbert QUIROT en qualité de régisseur titulaire et M. Jean-Marc BOILEAU en qualité de suppléant ;

VU l'avis du trésorier-payeur général en date du 17 mai 2006 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} - M. Norbert QUIROT, brigadier chef principal, est nommé régisseur pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

ARTICLE 2 - M. Norbert QUIROT est dispensé de cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 €.

ARTICLE 3 - M. Jean-Marc BOILEAU, agent de surveillance de la voie publique, est nommé régisseur suppléant.

ARTICLE 4 - Les autres policiers municipaux de la commune de LUDRES sont désignés mandataires.

ARTICLE 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et le maire de LUDRES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 juillet 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général,
Marc BURG

Arrêté de suppression de la régie d'Etat auprès de la police municipale de Custines

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;
VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;
VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;
VU l'arrêté ministériel du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;
VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;
VU l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2002 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de CUSTINES ;
VU l'arrêté préfectoral du 29 août 2003 nommant M. Christian PETITJEAN en qualité de régisseur et Mlle Françoise MARIN en qualité de régisseur suppléante ;
VU les lettres des 10 octobre 2005 et 16 février 2006 du maire de CUSTINES signalant le départ à la retraite, le 1^{er} octobre 2004, de l'agent de police municipale et demandant la suppression de la régie d'Etat auprès de la police municipale de CUSTINES ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{ER} : La régie de recettes de l'État pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route, créée auprès de la police municipale de la commune de CUSTINES en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, est supprimée depuis le 1^{er} octobre 2004.

ARTICLE 2 : Les arrêtés préfectoraux de création de ladite régie et de nomination des régisseurs sont abrogés.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et le maire de CUSTINES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 juillet 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général,
Marc BURG

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES**DEUXIEME BUREAU****Arrêté de cessibilité concernant le rétablissement des fonctionnalités du passage à niveau n°17 supprimé et le raccordement de la LGV Est Européenne à la voie ferrée Nancy-Metz sur la commune de Vandières**

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-2, L.11-4 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;
VU le décret n° 2005-878 en Conseil d'Etat en date du 29 juillet 2005 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux liés à la suppression du passage à niveau PN 17 et à la création d'une route entre la RD 952 et le pont sur le canal latéral à la Moselle sur le territoire de la Commune de Vandières ;
VU le décret du 14 mai 1996 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux, de construction d'une ligne nouvelle de chemin de fer à grande vitesse dite « TGV Est Européen » entre Paris et Strasbourg, de création des gares nouvelles et d'aménagement des installations terminales de ladite ligne, ainsi que portant mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes concernées, modifié par le décret du 6 septembre 2002 et dont les effets ont été prorogés jusqu'au 15 mai 2016 par décret du 3 mai 2004 ;
VU le décret n° 92-355 du 1^{er} avril 1992 approuvant le schéma directeur national des liaisons ferroviaires à grande vitesse ;
VU la décision ministérielle du 7 mars 1994, complétée le 15 avril 1994, relative au principe et aux conditions de réalisation d'une liaison ferroviaire à grande vitesse dite « TGV Est Européen » ;
VU les arrêtés d'ouverture d'enquête parcellaire du 5 juin 2001 et du 30 mai 2005 ;
VU la lettre du 22 mars 2006 de la société Services, Conseil, Expertises, Territoires (SCET), mandaté par le Réseau Ferré de France (RFF), demandant l'ouverture d'une enquête parcellaire sur le projet en question ;
VU les pièces du dossier soumis à enquête et notamment le plan et l'état parcellaire ;
VU l'arrêté préfectoral du 13 avril 2006 prescrivant l'ouverture d'une enquête parcellaire du lundi 24 avril 2006 au mercredi 10 mai 2006 inclus ;
VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;
VU les résultats de l'enquête parcellaire ;
VU l'avis favorable de M. Jacques KREBS, commissaire enquêteur, émis dans son rapport en date du 29 mai 2006 ;
CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{ER} - Est déclarée immédiatement cessible au profit de Réseau Ferré de France, conformément aux plan et état parcellaire qui resteront annexés au présent arrêté, les parcelles A 908, H 723, H 724, H 156 et H 158.

ARTICLE 2 - A défaut de cession amiable, il sera procédé à l'acquisition par voie d'expropriation.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le maire de la commune de VANDIERES sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 03 août 2006,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

TROISIEME BUREAU

Arrêté portant nomination d'un régisseur d'avances auprès de la direction des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18 ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par les décrets n° 76-70 du 15 janvier 1976, n° 2003-636 du 7 juillet 2003 et n° 2004-737 du 21 juillet 2004 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992, relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics, modifié par les décrets n° 92-1368 du 23 décembre 1992, n° 97-33 du 13 janvier 1997 et n° 2000-424 du 19 mai 2000 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements paru au Journal Officiel du 30 avril 2004 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU l'arrêté du Ministre du Budget du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

VU l'arrêté du 8 novembre 1993 habilitant les préfets à instituer des régies d'avances de l'Etat auprès des centres des impôts fonciers et des bureaux du cadastre relevant des services déconcentrés de la direction générale des impôts, modifié par l'arrêté du 15 juillet 1994 ;

VU l'instruction codificatrice 93-75-A.B.K.O.P.R. du 29 juin 1993, relative aux régies d'avances et aux régies de recettes ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1998, modifié par l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2002 portant création d'une régie d'avances auprès de la direction des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juin 2002 portant nomination de Monsieur Francis NOEL en qualité de régisseur ;

VU l'avis prononcé par Monsieur le Trésorier -Payeur Général ;

Sur les propositions de Monsieur le directeur départemental des services fiscaux et de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1ER : L'arrêté préfectoral susvisé du 24 juin 2002 est annulé.

ARTICLE 2 : Mme Jocelyne HERRY, agent de constatation et d'assiette principal, est nommée régisseur d'avances titulaire auprès de la direction départementale des services fiscaux à compter du 1^{er} août 2006.

ARTICLE 3 : Le montant du cautionnement que doit constituer le régisseur s'élève à 3.800 €.

ARTICLE 4 : Le montant de l'indemnité de responsabilité annuelle allouée au régisseur est fixé à 320 €.

ARTICLE 5 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental des services fiscaux et Monsieur le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Jocelyne HERRY et dont une ampliation comportant les échantillons de sa signature sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 28 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG

**Arrêté n° 06.BMSSE.20 Portant modification de la délégation de signature
à Monsieur Jacques Sablayrolles, directeur des relations avec les collectivités locales**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 85 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté n° 03/0485 du 23 juin 2003 du ministre de l'intérieur portant mutation de M. Jacques Sablayrolles à un poste vacant de directeur à la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 28 août 2003 nommant M. Jacques Sablayrolles, sur le poste de directeur des relations avec les collectivités locales ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture,

VU l'arrêté préfectoral n°04.BODE.57 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Jacques Sablayrolles modifié par l'arrêté préfectoral n°05.BODE.55 du 3 décembre 2005,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jacques Sablayrolles, directeur des services de préfecture, directeur des relations avec les collectivités locales, à l'effet de signer pour l'ensemble des bureaux de la direction :

tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision et notamment :

- les lettres de convocation aux réunions et les envois des procès-verbaux correspondants,
- la saisine des différents services de l'Etat pour la constitution des commissions et les notifications des décisions portant nomination individuelle au sein des commissions,
- les lettres adressées en réponse aux demandes de documentation ou de renseignements formulées par des particuliers ou des élus,
- les lettres adressées aux différents services pour la rédaction de rapports, d'études ou d'avis,
- les lettres de notification des décisions administratives, des arrêtés préfectoraux et des conventions,

à l'exception :

- des arrêtés attributifs du Fonds de compensation pour la T.V.A.,
- des arrêtés préfectoraux fixant le montant des indemnités à verser aux commissaires enquêteurs à la suite des enquêtes de commodo et incommode prescrites en vue de modifier les limites territoriales entre les communes.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jacques Sablayrolles, directeur des relations avec les collectivités locales, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant des attributions de cette direction.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Jacques Sablayrolles à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction des relations avec les collectivités locales assure la responsabilité de gestion.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jacques Sablayrolles, la délégation visée aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus est exercée par Madame Christine SEIBT, attachée principale de préfecture dans la limite des attributions de Monsieur Jacques Sablayrolles.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Monsieur Jacques Sablayrolles et de Madame Christine SEIBT, les délégations visées aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus, seront exercées par M. Gérard Geissler dans la limite des attributions de Monsieur Jacques Sablayrolles.

ARTICLE 6 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

7°) aux maires.

ARTICLE 7 : Les correspondances d'une importance particulière aux maires doivent leur être adressées sous le couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

ARTICLE 8 : Les arrêtés préfectoraux n° 04.BODE.57 du 20 décembre 2004 et n°05.BODE.55 du 3 décembre 2005 sont abrogés.

ARTICLE 9 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jacques Sablayrolles, directeur des relations avec les collectivités locales, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 11 août 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**Arrêté n°06.BMSSE.21 portant modification de la délégation de signature
à Monsieur Jean-Philippe Moretau, Chef du service de la navigation du Nord-Est pour les avis à la batellerie**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 73-912 modifié du 21 septembre 1973 portant règlement général de la police de la navigation intérieure ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du ministère, des transports, de l'équipement du Tourisme et de la Mer en date du 11 octobre 2005 nommant Monsieur Jean-Philippe MORETAU, ingénieur des ponts et chaussées, chef du service de la navigation du Nord-Est à compter du 2 novembre 2005 ;

VU l'arrêté Préfectoral n° 06.BMSSE.03 du 21 février 2006 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et selon les modalités telles que définies dans le tableau joint au présent arrêté, les avis à la batellerie pour le département de la Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe Moretau, délégation est donnée à :

- Monsieur Serge HECTOR, adjoint au chef du service de la navigation du Nord-Est,

- Monsieur Dominique BOURDELON, Secrétaire général,

- Monsieur Bernard TERRANOVA, responsable de l'arrondissement, Prospective, Gestion et Financement,

- Monsieur Jean-Louis AUBERTEIN, responsable de l'arrondissement Entretien/Exploitation,

- Madame Gabrielle HEMBERGER, responsable de l'unité exploitation/Réglementation,

- Monsieur André MAGNIER, responsable de l'arrondissement Études et Grands Travaux,

- Monsieur Philippe LEFRANC, responsable de l'arrondissement EAU,

- Monsieur Philippe GOEDERT, responsable de la subdivision de Nancy,

- Monsieur Didier GAILLARD, adjoint, affaires générales, au responsable de la subdivision de Nancy

- Monsieur Hubert TABUTIAUX, responsable par intérim de la subdivision de Toul,

- Monsieur Pascal SIMON, contrôleur à la subdivision de Toul,

- Monsieur Daniel TABUTIAUX responsable de la subdivision de Pont-à-Mousson,

- Monsieur Xavier MARCHAL, adjoint au responsable de la subdivision de Pont-à-Mousson,

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions et selon les modalités telles que définies dans le tableau joint au présent arrêté, les avis à la batellerie pour le département de la Meurthe-et-Moselle,

ARTICLE 3 : L'arrêté n° 06.BMSSE.03 du 21 février 2006 est abrogé.

ARTICLE 4 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jean-Philippe MORETAU chef du service de la navigation du Nord-Est, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 11 août 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**Arrêté n°06.BMSSE.22 portant modification de la délégation de signature
à Monsieur Philippe Ronssin, Sous-Préfet de l'arrondissement de Brie**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;

VU le décret n° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant Monsieur Éric Maire en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU le décret du Président de la République en date du 10 mars 2005 nommant Monsieur Philippe Ronssin en qualité de sous-préfet de Brie ;

VU le décret du Président de la République en date du 21 octobre 2005 nommant Monsieur Philippe Gazagnes en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.14 du 5 avril 2005, accordant délégation de signature à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de Briey, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 05.BODE.32 du 14 août 2005, n° 05.BODE.46 du 10 novembre 2005 et n° 06.BMSSE.12 du 9 mai 2006 ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : l'article 1, paragraphe IV, alinéa 7 de l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.14 du 5 avril 2005, est modifié selon les dispositions suivantes :
IV - élections et affaires communales

7) Divers

- délivrance des dérogations quant à l'application d'un forfait de facturation d'eau, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992
- délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n° 90-987 du 1^{er} octobre 1990

Le reste sans changement.

ARTICLE 2 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Briey et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur Eric Maire, sous-préfet de Lunéville, à Monsieur Philippe Gazagnes, sous-préfet de Toul ainsi qu'à Monsieur le Trésorier-payeur général.

NANCY, le 11 août 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**Arrêté n° 06.BMSSE.23 portant modification de la délégation de signature
à Monsieur Eric Maire, Sous-Préfet de l'arrondissement de Lunéville**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
VU l'article 25 III de la loi n° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;
VU le décret n° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant Monsieur Éric Maire en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU le décret du Président de la République en date du 10 mars 2005 nommant Monsieur Philippe Ronssin en qualité de sous-préfet de Briey ;
VU le décret du Président de la République en date du 21 octobre 2005 nommant Monsieur Philippe Gazagnes en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.51 du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur Eric Maire, sous-préfet de Lunéville, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 05.BODE.47 du 10 novembre 2005 et n° 06.BMSSE.13 du 9 mai 2006 ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : l'article 1, paragraphe IV, alinéa 7 de l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.14 du 5 avril 2005, est modifié selon les dispositions suivantes :
IV - élections et affaires communales

7) Divers

- délivrance des dérogations quant à l'application d'un forfait de facturation d'eau, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992
- délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n° 90-987 du 1^{er} octobre 1990

Le reste sans changement.

ARTICLE 2 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Lunéville et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de Briey, à Monsieur Philippe Gazagnes, sous-préfet de Toul ainsi qu'à Monsieur le Trésorier-payeur général.

NANCY, le 11 août 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**Arrêté n° 06.BMSSE.24 portant modification de la délégation de signature
à Monsieur Philippe Gazagnes, Sous-Préfet de l'arrondissement de Toul**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
VU l'article 25 III de la loi n° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;
VU le décret n° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant Monsieur Éric Maire en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU le décret du Président de la République en date du 10 mars 2005 nommant Monsieur Philippe Ronssin en qualité de sous-préfet de Briey ;
VU le décret du Président de la République en date du 21 octobre 2005 nommant Monsieur Philippe Gazagnes en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.45 du 27 octobre 2005, accordant délégation de signature à Monsieur Philippe Gazagnes, sous-préfet de Toul, modifié par l'arrêté n°06.BMSSE.14 du 9 mai 2006 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : l'article 1, paragraphe IV, alinéa 7 de l'arrêté préfectoral n°05.BODE.45 du 27 octobre 2005, est modifié selon les dispositions suivantes :
IV - élections et affaires communales

7) Divers

- délivrance des dérogations quant à l'application d'un forfait de facturation d'eau, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992

- délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1^{er} octobre 1990

Le reste sans changement.

ARTICLE 2 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Toul et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de Briey, à Monsieur Eric Maire, sous-préfet de Lunéville ainsi qu'à Monsieur le Trésorier-payeur général.

NANCY, le 11 août 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**Arrêté préfectoral n°06.BMSSE.26 :
Délégation de suppléance à Monsieur Eric Maire, Sous-Préfet de l'arrondissement de Lunéville**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en conseil des ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant Monsieur Marc Burg, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant Monsieur Eric Maire, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

Vu l'arrêté préfectoral n°04.BODE.21 du 21 juin 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Marc Burg, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, modifié par l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.40 du 10 novembre 2005.

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Eric Maire, sous-préfet de Lunéville, est chargé d'assurer la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle le samedi 26 août 2006 conformément aux dispositions de l'article 45 du décret du 29 avril 2004, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de Briey, à Monsieur Philippe Gazagnes, sous-préfet de Toul et à Monsieur Arnaud Kurzenne, directeur du cabinet, ainsi qu'à Monsieur le trésorier-payeur général.

Nancy, le 19 août 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

Expropriation de la parcelle AL 42 en vue de la réalisation d'un lotissement - arrêté de cessibilité

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-2, L.11-4 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;

VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

VU le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du 27 février 2006 par laquelle le conseil municipal de JARNY a décidé de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique pour acquérir la parcelle AL 42 en vue de la réalisation d'un lotissement ;

VU le dossier établi par la commune de JARNY en vue de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, complet le 31 mars 2006 ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 mai 2006 prescrivant l'ouverture d'une enquête parcellaire du vendredi 16 juin 2006 au lundi 03 juillet 2006 inclus ;

VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;

VU les résultats de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;

VU l'avis favorable de M. Jean-Marie PETITCOLIN, commissaire enquêteur, émis dans son rapport en date du 31 juillet 2006 ;

CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - Est déclarée immédiatement cessible au profit de la commune de JARNY, conformément aux plan et état parcellaire qui resteront annexés au présent arrêté, la parcelle AL 42.

ARTICLE 2 - A défaut de cession amiable, il sera procédé à l'acquisition par voie d'expropriation.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de BRIEY et le Maire de la commune de JARNY sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 08 août 2006

Le préfet,
Pour le Préfet,
Et par délégation,
Le Secrétaire Général
Marc BURG

**Expropriation de la parcelle AL 42 en vue de la réalisation d'un lotissement
Arrêté de cessibilité**

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-2, L.11-4 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;
VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;
VU le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
VU le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la délibération du 27 février 2006 par laquelle le conseil municipal de JARNY a décidé de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique pour acquérir la parcelle AL 42 en vue de la réalisation d'un lotissement ;
VU le dossier établi par la commune de JARNY en vue de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, complet le 31 mars 2006 ;
VU l'arrêté préfectoral du 29 mai 2006 prescrivant l'ouverture d'une enquête parcellaire du vendredi 16 juin 2006 au lundi 03 juillet 2006 inclus ;
VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;
VU les résultats de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;
VU l'avis favorable de M. Jean-Marie PETITCOLIN, commissaire enquêteur, émis dans son rapport en date du 31 juillet 2006 ;
CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} - Est déclarée immédiatement cessible au profit de la commune de JARNY, conformément aux plan et état parcellaire qui resteront annexés au présent arrêté, la parcelle AL 42.

ARTICLE 2 - A défaut de cession amiable, il sera procédé à l'acquisition par voie d'expropriation.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de BRIEY et le Maire de la commune de JARNY sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 08 août 2006

Le préfet,
Pour le Préfet,
Et par délégation,
Le Secrétaire Général
Marc BURG

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

Arrêté portant dissolution du syndicat mixte de construction du CES et du CET de Longwy Nord-Est

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 1969 autorisant la création du syndicat mixte de construction du C.E.S. et du C.E.T. de Longwy Nord-Est entre les communes de Haucourt-Moulaine, Longlaville, Saulnes et le district urbain de Longwy ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 2 janvier 2002 portant transformation du district de l'agglomération de Longwy en communauté de communes de l'agglomération de Longwy ;
VU la délibération en date du 4 avril 2006 du comité du syndicat mixte de construction du C.E.S. et du C.E.T. de Longwy Nord-Est décidant la reprise de l'actif et du passif du syndicat dans les écritures comptables de la commune de LONGLAVILLE ;
VU la délibération en date du 26 juin 2006 du conseil municipal de LONGLAVILLE acceptant la reprise de l'actif et du passif du syndicat ;
VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey ;
Considérant qu'en application de l'article R 5214-1 du code général des collectivités territoriales, lorsque le périmètre d'une communauté de communes coïncide avec celui d'un syndicat préexistant, celui-ci est dissous de plein droit ;
Considérant que le périmètre du syndicat mixte de construction du C.E.S. et du C.E.T. de Longwy Nord-Est coïncide avec celui de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Le syndicat mixte de construction du C.E.S. et du C.E.T. de Longwy Nord-Est est dissous.

ARTICLE 2 : L'actif et le passif du syndicat sont dévolus à la commune de LONGLAVILLE.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat mixte de construction du C.E.S. et du C.E.T. de Longwy Nord-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes concernées, au président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 28 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

Arrêté autorisant la modification de l'article 1 des statuts du SIVU de la Vallée de l'Orne

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2003 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation unique de la Vallée de l'Orne ;
VU la délibération du 28 mars 2006 du comité du syndicat intercommunal à vocation unique de la Vallée de l'Orne décidant la modification de l'article 1 des statuts ;
VU les délibérations concordantes des communautés de communes membres :
Communauté de communes du Jarnisy (7 avril 2006)
Communauté de communes du Pays de Briey (26 juin 2006) ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey ;
Considérant que les deux communautés de communes membres se sont prononcées en faveur du projet ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : La modification de l'article 1 des statuts du syndicat intercommunal à vocation unique de la Vallée de l'Orne est autorisée comme suit :

« Article 1 : En application des articles L 5212-1 et suivants et L 5212-18 et suivants du code général des collectivités territoriales, il est formé entre les communes de ALLAMONT, BECHAMPS, BONCOURT, BRAINVILLE, BRUVILLE, FLEVILLE-LIXIERES, FRIAUVILLE, GONDRECOURT-AIX, LUBEY, MOUAVILLE, OZERAILLES, THUMERIEVILLE ou leurs groupements, un syndicat mixte qui prendra la dénomination de S.I.V.U. de la Vallée de l'Orne ».

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal à vocation unique de la Vallée de l'Orne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux présidents des communautés de communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 28 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

Arrêté portant mandatement d'office au profit du syndicat intercommunal de la Bourse du Travail de Piennes

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1612-1, L.1612-16, L.2321-2 et L.5212-20;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le courrier du 18 mai 2006 par lequel le trésorier de Piennes a demandé la mise en œuvre de la procédure de mandatement d'office, prévue par l'article L 1612.16 du code général des collectivités territoriales, afin d'obtenir le recouvrement de la somme de 780,80 € correspondant à la contribution de la commune de Mont-Bonvillers au syndicat de la Bourse du Travail de Piennes ;

VU la lettre de mise en demeure adressée au maire de la commune de Mont-Bonvillers le 29 mai 2006;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;

CONSIDERANT qu'il convient d'apurer la dette de la commune de Mont-Bonvillers envers le syndicat de la Bourse du Travail de Piennes ;

CONSIDERANT que l'assemblée délibérante de la commune de Mont-Bonvillers a inscrit les crédits nécessaires au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » du budget primitif 2006 de la commune;

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une dépense obligatoire ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : Une somme de 780,80 €, correspondant à la dette de la commune de Mont-Bonvillers sera versée au syndicat de la Bourse du Travail de Piennes.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » du budget primitif 2006 de la commune de Mont-Bonvillers.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté tient lieu de mandat.

ARTICLE 4 : Le Comptable de la trésorerie de Audun-le-Roman, receveur de la commune de Mont-Bonvillers, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle, notifié à M. le Maire de la commune de Mont-Bonvillers et, dont copie conforme sera adressée à :

- M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle
- M. le Président de la chambre régionale des comptes de Lorraine,
- M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle,
- M. le trésorier de Piennes, receveur du syndicat intercommunal pour la gestion de la Bourse du Travail de Piennes
- M. le président du syndicat intercommunal pour la gestion de la Bourse du Travail de Piennes.

BRIEY, le 28 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE R 421-5 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE, L'ARRETE JOINT PEUT FAIRE L'OBJET D'UN RECOURS CONTENTIEUX DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DANS LE DELAI DE DEUX MOIS COURANT A COMPTER DE LA NOTIFICATION DE CELUI-CI.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Arrêté ARH n° 32/2006 du 13 juillet 2006 portant fixation pour l'exercice 2006 du montant annuel pour l'activité de prélèvement d'organes ou de tissus de la Polyclinique Louis Pasteur à Essey les Nancy - N° FINESS : 540000478

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique, notamment l'article L.6115-3, L.6115-4 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-8, L.162-22-15, R.162-32 ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé mentionnés aux d et e de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU la décision de renouvellement d'autorisation du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine du 21 mars 2003 ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens et l'autorisation d'exercer le prélèvement de tissus accordée à l'établissement ;

VU l'avis de la commission exécutive de l'Agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 13 juillet 2006 ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Le montant du forfait annuel pour l'activité de prélèvements d'organes ou de tissus (prestation CPO) est fixé à 23 000 €.

ARTICLE 2 - Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} juillet 2006 au 28 février 2007. Ainsi, compte tenu d'une date d'effet au 1^{er} mars 2006, le montant du versement mensuel s'établit de la façon suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de juillet 2006 à février 2007	Montant mensuel de la dotation à verser
8	2 875 €

ARTICLE 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy dans un délai de un mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 - La Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

Arrêté ARH n° 33/2006 du 13 juillet 2006 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2006 - Clinique "l'Arc en Ciel" à Epinal - N° FINESS : 880780135

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;

VU le décret n° 2005-336 du 8 avril 2005 fixant la liste des missions d'intérêt général et des activités de soins dispensés à certaines populations spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Clinique l'Arc en Ciel à Epinal ;

VU l'avis de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 13 juillet 2006

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Clinique l'Arc en Ciel à Epinal à 43 980 €.

Elle comprend :

33 334 € au titre du plan périnatalité pour l'entretien prénatal du 4^{ème} mois (1 sage-femme)

10 646 € au titre de travaux de mises aux normes

ARTICLE 2 - Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars au 31 décembre 2006. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1^{er} juillet 2006, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de juillet 2006 à décembre 2006	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
6	7 330 euros

ARTICLE 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 4 - La Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

Arrêté ARH n° 34/2006 du 13 juillet 2006 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2006 - Polyclinique de Gentilly et Saint Don à Nancy - N° FINESS : 54 0 000486

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;

VU le décret n° 2005-336 du 8 avril 2005 fixant la liste des missions d'intérêt général et des activités de soins dispensés à certaines populations spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique de Gentilly à Nancy ;

VU l'avis de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 13 juillet 2006

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Polyclinique de Gentilly à Nancy à 30 834 €.

Elle comprend :

- 30 834 € au titre du financement de soins de support (0.5 psycho et 0.5 secrétaire)

ARTICLE 2 - Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars au 31 décembre 2006. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1^{er} juillet 2006, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de juillet 2006 à décembre 2006	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
6 mois	5 139 euros

ARTICLE 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 4 - La Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

Arrêté ARH n° 35/2006 du 13 juillet 2006 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2006 - Hopital-Clinique Claude Bernard à Metz - N° FINESS : 57 0 00064.6

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU les lois de financement de la sécurité sociale

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;

VU le décret n° 2005-336 du 8 avril 2005 fixant la liste des missions d'intérêt général et des activités de soins dispensés à certaines populations spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et l'hôpital-Clinique Claude Bernard à Metz ;

VU l'avis de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 13 juillet 2006 ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour l'Hôpital-Clinique Claude Bernard à Metz à 69 194 €

Elle comprend :

30 874 € au titre du financement des soins de support (plan cancer)

33 333 € au titre du financement de l'entretien prénatal du 4^{ème} mois (plan périnatalité)

4 987 € au titre de l'aide à l'investissement dans le cadre du plan périnatalité

ARTICLE 2 - Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars au 31 décembre 2006. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1^{er} juillet 2006, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de juillet 2006 à décembre 2006	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
6 mois	11 532 euros

ARTICLE 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles

ARTICLE 4 - La Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

**Arrêté ARH n° 36/2006 du 13 juillet 2006 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2006 - Clinique Sainte Marguerite à Novéant-sur Moselle
N° FINESS : 57 0 00228.7**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;

VU le décret n° 2005-336 du 8 avril 2005 fixant la liste des missions d'intérêt général et des activités de soins dispensés à certaines populations spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la clinique Sainte Marguerite à Novéant sur Moselle ;

VU l'avis de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 13 juillet 2006 ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la clinique Sainte-Marguerite à Novéant-sur-Moselle à 17 250 € pour l'exercice 2006.

ARTICLE 2 - Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars au 31 décembre 2006. Ainsi, compte tenu d'une date d'effet au 1^{er} juillet 2006, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de juillet 2006 à décembre 2006	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
6 mois	2 875 euros

ARTICLE 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 4 - La Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

Arrêté ARH n° 37/2006 du 13 juillet 2006 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2006 - Clinique Saint-Nabor à Saint-Avold - N° FINESS : 57 0 00008.3

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;

VU le décret n° 2005-336 du 8 avril 2005 fixant la liste des missions d'intérêt général et des activités de soins dispensés à certaines populations spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la clinique Saint Nabor à Saint-Avold ;

VU l'avis de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 13 juillet 2006 ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la clinique Saint-Nabor à Saint-Avold à 17.601 € (12.708 € pour la mise en place de l'entretien prénatal du 4^{ème} mois + 4.893 € au titre de l'aide à l'investissement).

ARTICLE 2 - Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars au 31 décembre 2006. Ainsi, compte tenu d'une date d'effet au 1^{er} juillet 2006, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de juillet 2006 à décembre 2006	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
6 mois	2 118 euros

ARTICLE 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 4 - La Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

Arrêté ARH de Lorraine n° 38/2006 du 1^{er} juillet 2006 portant délégation de signature à Madame Karine STEBLER, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.6115-3 et l'article R. 710-17-2,

VU la Convention Constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU le décret du 1^{er} août 2003 portant nomination de Monsieur Jacques SANS dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté N°3533 du 22 décembre 2004 portant nomination de Madame Karine STEBLER dans les fonctions de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meuse,

VU l'arrêté N°01435 portant nomination de Madame Jacqueline ROLLAND, inspectrice principale à la D.D.A.S.S. de la Meuse à compter du 1^{er} mai 2006,

VU le contrat d'engagement N°01487 du 30 mai 2005 entre le Ministère de la Santé et des Solidarités et Monsieur Marc NAVROSKI, engagé à la D.D.A.S.S. de la Meuse pour y exercer des fonctions administratives relevant de la catégorie A, à compter du 1^{er} avril 2005 et pour une durée de trois ans,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Délégation est donnée à Madame Karine STEBLER, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1^{er} du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

- . la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;
- . le déféré au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,
- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,
- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,
- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

B/ *En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :*

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

C/ *En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :*

Les transmissions au Ministre Chargé de la Santé des dossiers relevant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

ARTICLE 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine STEBLER, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Madame Jacqueline ROLLAND, et par Monsieur Marc NAVROSKI en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Jacqueline ROLLAND.

ARTICLE 3 - Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Meuse est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse et de la Meurthe et Moselle.

ARTICLE 4 - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 02/05 du 1^{er} juillet 2005.

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification

Arrêté ARH n° 39/2006 du 25 juillet 2006 portant nomination à la Conférence Sanitaire du territoire Lorraine Sud

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L 6 131-1 et suivants et R 6 131-1 et suivants ;

VU l'article 158 de la loi 2004- 806 du 09 août 2004 relative à la politique de santé publique ;

VU l'arrêté N°5-05 en date du 13 juillet 2005 fixant les limites des territoires pour la planification et la concertation et fixant le ressort territorial des conférences sanitaires ;

VU l'arrêté n° 18 en date du 22 novembre 2005 fixant la composition de la conférence sanitaire du Territoire Lorraine Sud, modifié

Considérant la proposition de la Fédération Hospitalière Privé du Nord-Est ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Est nommé à la conférence sanitaire du territoire Lorraine Sud :

Au titre des représentants des établissements de santé privés :

- Monsieur Fabrice MOITTESSIER, polyclinique Majorelle à NANCY, en remplacement de monsieur le Docteur Jean CINQUALBRE

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine, des préfectures des départements de Meurthe et Moselle, Meuse et Vosges.

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

Délibération n°68/06 relative à l'adhésion de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine au Groupement d'Interet Public appelé Groupement Régional de Santé Publique

LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique,

VU le décret n° 2005-1234 du 26 septembre 2005, relative à la convention constitutive type des groupements régionaux de santé publique,

VU le décret n° 2005-1539 du 8 décembre 2005 relatif aux Conférences Régionales de Santé,

VU la convention constitutive du Groupement Régional de Santé Publique de Lorraine,

D E C I D E

ARTICLE 1^{ER} : L'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine adhère au Groupement Régional de Santé Publique de Lorraine constitué sous la forme d'un groupement d'intérêt public.

ARTICLE 2 : Les services de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine participent aux missions et activités du Groupement Régional de Santé Publique de Lorraine.

ARTICLE 3 : Les conditions de participation de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine sont formalisées dans une convention annuelle bilatérale de contribution signée entre le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Directrice du Groupement Régional de Santé Publique de Lorraine.

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

Délibération n° 69/06

LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L. 6143-1, L. 6143-2 et R. 6145-64 et suivants,

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés,

VU la circulaire DHOS/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement National « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU la décision de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 20 juin 2006 d'approbation de l'opération de construction du nouvel hôpital de METZ sur le site du Château de MERCY,

VU le projet d'avenant n° 2 au contrat d'objectifs et de moyens du C.H.R. METZ-THIONVILLE dans le cadre du volet « Hôpital 2007 »

VU l'avis de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine formulé au cours de sa séance du 13 juillet 2006,

CONSIDERANT que le projet de construction du nouvel hôpital de METZ a été inscrit par l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine au dispositif « plan hôpital 2007 » dans le cadre de l'O.R.P.I. (Objectif Régional Pluriannuel d'Investissement) pour la région Lorraine et retenu par le Ministère ;
CONSIDERANT que la réalisation de cette opération s'inscrit dans le cadre d'un marché de conception-réalisation, qui permet de répondre aux exigences calendaires imposées par le « Plan Hôpital 2007 » ;
CONSIDERANT que le programme d'investissement relatif à cette construction a été approuvé par l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine par décision du 20 juin 2006,

D E C I D E

de signer, par les deux parties concernées, l'avenant n° 2 au contrat d'objectifs et de moyens du C.H.R. METZ-THIONVILLE lui attribuant une aide en fonctionnement de 4 850 000 € en crédits ONDAM, dans le cadre du dispositif « Hôpital 2007 », pour la construction du nouvel hôpital de METZ..

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Nancy, le 13 juillet 2006

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

Délibération n° 70/06

LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115.4

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L.162-22-13 et D.162-6 à D.162-8 ;

VU l'arrêté du directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation du 21 mars 2006 fixant les règles générales de modulation des coefficients de transition ;

VU le regroupement de la polyclinique de Gentilly et de la Clinique Saint Don sous un numéro d'identification Finess géographique unique ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique de Gentilly à Nancy

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Clinique Saint Don à Maxéville

D E C I D E

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens fixant les nouveaux coefficients de tarification à l'activité à appliquer à compter du 1^{er} juillet 2006 à la Polyclinique de Gentilly et Saint Don à Nancy

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 13 juillet 2006

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

Délibération n° 71/06

LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 modifiée et notamment son article 25 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire n° DHOS/F3/2006/57 du 13 février 2006 relative à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés aux établissements de santé privés mentionnés au d) de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de soins de suite ou de réadaptation fonctionnelle et de psychiatrie;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et la Clinique Saint Jean à NANCY ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n° 7 au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec la Clinique Saint Jean à Nancy relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés consacrée à l'adaptation des systèmes de transmission et de liquidation des bordereaux de facturation liée à la mise en œuvre de la CCAM ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 13 juillet 2006

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

Délibération n° 72/06

LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 modifiée et notamment son article 25 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire n° DHOS/F3/2006/57 du 13 février 2006 relative à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés aux établissements de santé privés mentionnés au d) de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de soins de suite ou de réadaptation fonctionnelle et de psychiatrie;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et la Polyclinique de Gentilly à Saint Don à Nancy ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n° 13 au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec la Polyclinique de Gentilly à Saint Don à Nancy relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés consacrée à l'adaptation des systèmes de transmission et de liquidation des bordereaux de facturation liée à la mise en œuvre de la CCAM ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 13 juillet 2006

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

Délibération n° 73/06

LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU la loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée et notamment son article 40 ;

VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 modifiée et notamment son article 25 ;

VU le décret n°2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié ;

VU la circulaire n° DHOS/F3/2006/57 du 13 février 2006 relative à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés aux établissements de santé privés mentionnés au d) de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de soins de suite ou de réadaptation fonctionnelle et de psychiatrie ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et la Maison de Repos et de Convalescence "Les Elieux" à SEICHAMPS ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n° 7 au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec la Maison de Repos et de Convalescence "Les Elieux" à SEICHAMPS relatif à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés consacrée à l'adaptation des systèmes de transmission et de liquidation des bordereaux de facturation liée à la mise en œuvre de la CCAM ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 13 juillet 2006

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

Délibération n° 74/06

LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le 3° de l'article R. 162-32 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé mentionnés aux d et e de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et la Polyclinique Pasteur à Essey les Nancy ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n° 9 au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec la Polyclinique Pasteur à Essey les Nancy relatif à la tarification de l'autorisation de prélèvement de tissus ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 13 juillet 2006

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

**Délibération n°75/06 portant création d'une antenne du service mobile d'urgence et de réanimation (S.M.U.R.)
du centre hospitalier de Saint-Dié-des-Vosges au Centre hospitalier de Gérardmer**

VU les articles L. 6115-4, R. 712-71, R. 712-71-1 et R 712-71-6 du code de la santé publique

VU l'avis du Comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires des Vosges du 27 juin 2006.

VU les délibérations du Conseil d'administration du Centre hospitalier de SAINT-DIE DES VOSGES du 28 juin 2006 et du

Conseil d'administration du Centre hospitalier de GERARDMER du 6 juillet 2006.

VU l'arrêté n° 17 du 28 mars 2006 portant fixation du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire de Lorraine.

LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Autorise la création d'une antenne du service mobile d'urgence et de réanimation (S.M.U.R.) du Centre hospitalier de Saint Dié au Centre hospitalier de Gérardmer.

Nancy, le 13 juillet 2006

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

Délibération n° 76/06

LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le décret n°2005-336 du 8 avril 2005 fixant la liste des missions d'intérêt général et des activités de soins dispensés à certaines populations spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.1622-22-13 du code de la sécurité sociale

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et la clinique Saint Nabor à Saint-Avold ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n° 7 au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec la clinique Saint Nabor à Saint-Avold relatif à l'attribution d'une subvention sur les MIGAC au titre du « plan périnatalité » destinée à la mise en place de l'entretien prénatal du 4^{ème} mois et à la mise au norme de certains équipements.

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Nancy, le 13 juillet 2006

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

Délibération n° 77/06

LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le décret n°2005-336 du 8 avril 2005 fixant la liste des missions d'intérêt général et des activités de soins dispensés à certaines populations spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.1622-22-13 du code de la sécurité sociale

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et la clinique Claude Bernard à Metz ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n° 10 au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec la clinique Claude Bernard à Metz relatif à l'attribution d'une subvention sur les MIGAC au titre du « plan périnatalité » destinée à la mise en place de l'entretien prénatal du 4^{ème} mois et à la mise au norme de certains équipements et locaux.

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Nancy, le 13 juillet 2006

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

Délibération n° 78/06

LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115.4

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L.162-22-13 et D.162-6 à D.162-8 ;

VU le décret n° 2005-336 du 8 avril 2005 fixant la liste des missions d'intérêt général et des activités de soins dispensés à certaines populations spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Clinique l'Arc en Ciel à Epinal.

D E C I D E

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution pour l'année 2006 (1er mars 2006 au 31 décembre 2006) d'une subvention sur les MIGAC de 43 980 euros.

L'attribution de cette subvention est destinée à financer au titre du "plan périnatalité" la mise en place de l'entretien prénatal du 4^{ème} mois et des travaux de mises aux normes

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département des Vosges.

Nancy, le 13 juillet 2006

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

Délibération n° 79/06

LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115.4

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L.162-22-13 et D.162-6 à D.162-8 ;

VU le décret n° 2005-336 du 8 avril 2005 fixant la liste des missions d'intérêt général et des activités de soins dispensés à certaines populations spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique de Gentilly et Saint Don à Nancy.

D E C I D E

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution pour l'année 2006 (1er mars 2006 au 31 décembre 2006) d'une subvention sur les MIGAC de 30 834 euros.

L'attribution de cette subvention est destinée à financer au titre du "plan cancer" une aide à la prise en charge des soins de support au sein de l'établissement.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 13 juillet 2006

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

Délibération n° 80/06

LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le décret n°2005-336 du 8 avril 2005 fixant la liste des missions d'intérêt général et des activités de soins dispensés à certaines populations spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.1622-22-13 du code de la sécurité sociale

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et l'Hôpital - Clinique Claude Bernard à METZ ;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n° 9 au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec l'Hôpital - Clinique Claude Bernard à Metz relatif à l'attribution d'une subvention sur les MIGAC au titre du « plan cancer » une aide à la prise en charge des soins de support au sein de l'établissement.

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Nancy, le 13 juillet 2006

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

Délibération n° 81/06

LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le décret n°2005-336 du 8 avril 2005 fixant la liste des missions d'intérêt général et des activités de soins dispensés à certaines populations spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.1622-22-13 du code de la sécurité sociale

VU l'arrêté du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les montants régionaux des dotations annuelles complémentaires, les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et la clinique Sainte marguerite à Novéant-sur-Moselle ;;

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n° 9 au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec la clinique Sainte Marguerite à Novéant-sur-Moselle relatif à l'attribution d'une subvention sur les MIGAC au titre du « plan de santé mentale » destinée au financement d'équipements de sécurité.

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Nancy, le 13 juillet 2006

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

Délibération n° 82/06

LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU l'article L. 162-22-18 du code de la Sécurité Sociale ;

VU le décret n°2006-307 du 16 mars 2006 pris pour l'application de l'article L.162-22-18 du code de la Sécurité Sociale ;

VU la lettre réseau LR/DGCCFR/1/2006 ;

VU la lettre réseau LR/DGCCFR/2/2006 ;

VU la lettre réseau LR/DGCCFR/4/2006 ;

VU la circulaire conjointe UNCAM/Ministère du 16 décembre 2005 mettant en œuvre le dispositif de contrôle externe régional dans le cadre de la tarification à l'activité en application de l'article L162-22-18 du code de la Sécurité Sociale,

D E C I D E

Le programme de travail de l'UCR Lorraine pour l'année 2006 est le suivant :

- établissements dont la sélection a déjà été validée par la COMEX :

CH de Saint Dié

CH de Lunéville

CH de Bar le Duc

Hôpital Sainte Blandine

CH de Sarreguemines

CHU de Nancy

CHR Metz-Thionville

Clinique Ambroise Paré de Nancy

- avenant au programme de contrôle externe T2A :

Polyclinique Gentilly de Nancy

Hôpital Clinique Claude Bernard de Metz

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine.
Nancy, le 13 juillet 2006

Pour le Directeur absent, et par délégation,
La Directrice-adjointe,
Danielle MOUFFARD

**Arrêté ARH - DDASS 54 N°06/ 90 du 11 juillet 2006, portant fixation des tarifs de prestations applicables
au Centre Jacques Pariset de Bainville-sur-Madon - N° FINESS E.J.540 00 6707**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ; notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 06/20 du 24 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation du Centre Jacques Pariset de BAINVILLE SUR MADON , pris en charge par l'assurance maladie ;

Vu l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François LHUILLIER et de Madame Myriam BERG ;

VU la délibération prise le 26 juin 2006 par le conseil d'administration du Centre Jacques Pariset de BAINVILLE SUR MADON relative à l'état prévisionnel de recettes et de dépenses pour 2006 et les documents budgétaires présentés par l'établissement ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{ER} - A partir du 1^{er} août 2006 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

30 - Soins de suite et réadaptation.....	400,00 €
50 - Hospitalisation de jour (journée.....	195,00 €
56 - Hospitalisation de jour rééducation (séance).....	48,00 €
70 - Hospitalisation à domicile	197,00 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 3 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Jacques Pariset de BAINVILLE SUR MADON sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 11 juillet 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale
De l'Hospitalisation de Lorraine,
Et par délégation,
La Directrice Départementale
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**Arrêté ARH - DDASS 54 N° 06/91 du 13 juillet 2006 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Association Hospitalière du Bassin
de Longwy (AHBL) à Mont Saint Martin - N° FINESS E.J. 540 000 866**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ; notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 06/36 du 27 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) à Mont Saint Martin , pris en charge par l'assurance maladie ;

Vu l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François LHUILLIER et de Madame Myriam BERG ;

VU la délibération prise le 30 juin 2006 par le conseil d'administration de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) à Mont Saint Martin relative à l'état prévisionnel de recettes et de dépenses pour 2006 et les documents budgétaires présentés par l'établissement ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{ER} - A partir du 1^{er} août 2006 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Court séjour

11: Médecine	525,50 €
12: Chirurgie	566,30 €
13 :Psychiatrie adulte.....	312,50 €
20: Spécialités coûteuses	1 157,50 €

Moyen séjour

30 : Soins de Suite et de Réadaptation.....	172,20 €
33 : Placement familial thérapeutique	173,00 €
34 : Appartements thérapeutiques	48,00 €

Hospitalisation de Jour

50: Hospitalisation de Jour (cas général).....	525,00 €
52: Dialyse	678,50 €

54: Hôpital de jour psychiatrie adulte	172,00 €
<u>Hospitalisation à domicile</u>	
70: Hospitalisation à domicile (cas général).....	186,50 €
<u>Anesthésie et chirurgie ambulatoires</u>	
90: Chirurgie ambulatoire	544,50 €
<u>Régimes particuliers</u>	
Obstétrique	575,50 €
Médecine	563,50 €
Chirurgie	604,30 €

ARTICLE 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 3 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) à Mont Saint Martin sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 13 juillet 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Pour la Directrice Départementale
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Irène DELFORGE

Arrêté ARH - DDASS 54 N° 06/92 du 31 juillet 2006 modifiant l'arrêté N° 06/59 du 31 mai 2006 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - N° FINESS E.J. 540 002 078

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ; notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

Vu la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;

Vu l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 06/39 du 27 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY , pris en charge par l'assurance maladie ;

Vu l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François LHUILLIER et de Madame Myriam BERG ;

Vu la délibération prise le 6 juillet 2006 par le conseil d'administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY relative à l'état prévisionnel de recettes et de dépenses pour 2006 et les documents budgétaires présentés par l'établissement ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{ER}- A partir du 1^{er} août 2006 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

❖ Hospitalisation complète :	
11 - Médecine	1 080.00 €
12 - Chirurgie	1 583.00 €
13 - Psychiatrie	683.00 €
20 - Spécialités coûteuses	2 990.00 €
30 - Service de suite et réadaptation	544.00 €
❖ Hospitalisation incomplète :	
51 - Hôpital de jour A	2 025.00 €
50 - Hôpital de jour B	641.00 €
52 - Dialyse	1 666.00 €
90 - Chirurgie ambulatoire	1 583.00 €
60 - Hôpital de nuit	433.00 €

ARTICLE 2 - Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à :

50 € par jour dans les disciplines suivantes:

- 11 - Médecine
- 12 - Chirurgie
- 30 - Service de suite et réadaptation

100 € par jour dans les disciplines suivantes:

- 20 - Spécialités coûteuses

ARTICLE 3- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 4 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 31 juillet 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation de Lorraine,
Et par délégation,
Pour la Directrice Départementale
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Irène DELFORGE

Arrêté ARH - DDASS 54 N°06/93 du 4 août 2006 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Association Hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons - N° FINESS E.J. 540 000 437

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ; notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 06/22 du 24 mars 2006 fixant les produits de l'hospitalisation de l'Association Hospitalière SAINT-ELOI de NEUVES-MAISONS, pris en charge par l'assurance maladie ;

Vu l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François LHUILLIER et de Madame Myriam BERG ;

VU la délibération prise par le conseil d'administration de l'Association Hospitalière SAINT-ELOI de NEUVES-MAISONS relative à l'état prévisionnel de recettes et de dépenses pour 2006 et les documents budgétaires présentés par l'établissement ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{ER}- A partir du 1^{er} août 2006 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant :

30- Service de suite et réadaptation.....194.48 €

ARTICLE 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 3 - La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière SAINT-ELOI de NEUVES-MAISONS sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 4 août 2006

Pour le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation de Lorraine,
et par délégation,
Pour la Directrice Départementale
des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
Jean-François LHUILLIER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

POLE SOCIAL - SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE

Arrêté n° 3583 Portant nomination de l'agent comptable compétent pour la gestion
budgétaire et comptable du G.I.P. - MDPH de Meurthe-et-Moselle

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment ses articles L.146.4 et R.146 ;23

VU l'arrêté n°2006 DISAS -SHD du 27 février 2006, portant approbation, par le Président du Conseil Général de Meurthe- et- Moselle, de la convention constitutive d'un groupement d'intérêt public ;

VU l'avis de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle en date du 6 juillet 2006 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : Mme Anne ROUILLEAUX, Payeur Départemental de Meurthe-et-Moselle, est nommée en qualité d'agent comptable du GIP Maison départementale des Personnes Handicapées,

ARTICLE 2 : Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Trésorier Payeur Général, Monsieur le Payeur Départemental sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à M. Le Payeur Départemental et publié au Recueil des Actes Administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SERVICE AES CELLULE « ACTIONS DE SANTE »

Arrêté DDASS/AES/N° 3610/2006 fixant pour 2006 les dotations globales de financement
des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat
Centre de Soins spécialisés pour toxicomanes (CSST) TANDEM,
53, rue Carnot - 54190 Villerupt - géré par l'association TANDEM

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8, L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R 314-1 à R 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R 314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF ;

VU l'arrêté DDASS/AES/213 en date du 20 Juillet 2004 autorisant la création du Centre de soins spécialisés pour toxicomanes TANDEM - 53, rue Carnot à Villerupt géré par l' Association TANDEM,

VU le courrier transmis le 23 Novembre 2005 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le CSST géré par l' Association TANDEM a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2006 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier en date 26 Juillet 2006,
SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CSST géré par l'Association TANDEM sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses d'exploitation courante	29 613,23	474 609,11
	Groupe II : Dépenses de personnel	387 577,70	
	Groupe III et IV: Dépenses afférentes à la structure	57 418,18	
Recettes	Groupe I : Dotation globale	466 072,66	474 609,11
	Groupe II : Produits de l'activité hospitalière	0	
	Groupe III et IV: Autres produits	8 536,45	

ARTICLE 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale du CSST géré par l'Association TANDEM à VILLERUPT est fixée à 466 073 € à compter du 1^{er} septembre 2006.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 Octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 38 839,42 €

ARTICLE 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 : En application des dispositions du III de l'article R 314-36 du CASF, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 3 août 2006

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**Arrêté DDASS/AES/N° 3611/2006 fixant pour 2006 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat
Centre de Soins spécialisés pour toxicomanes (CSST) "Unité Fonctionnelle d'Accueil et de Traitement des Toxicomanies" (UFATT), 22 bis, rue de Malzeville - 54000 Nancy - géré par le CHU de Nancy**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8, L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R 314-1 à R 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R 314-10, 13, 17, 19, 20 48 et 82 du CASF ;

VU l'arrêté DDASS/AES/212 en date du 20 Juillet 2004 autorisant l'Unité Fonctionnelle d'Accueil et de Traitement des Toxicomanes (UFATT) gérée par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY à fonctionner en Centre de Soins Spécialisés pour Toxicomanes (CSST) conformément au décret n°2003-160 du 26 Février 2003,

VU le courrier transmis le 24 Octobre 2005 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le CSST du CHU a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2006 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier en date 26 Juillet 2006 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CSST "UFATT" géré par le CHU de NANCY sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses de personnel	730 324	873 088
	Groupe II : Dépenses médicales	39 982	
	Groupe III : Autres dépenses	102 782	
Recettes	Groupe I : Dotation globale	873 088	873 088
	Groupe II : Produits de l'activité hospitalière	0	
	Groupe III : Autres produits	0	

ARTICLE 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale du CSST "l'UFATT" géré par le CHU est fixée à 873 088 € à compter du 1^{er} septembre 2006.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 Octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est fixée à : 72 757,33 €

ARTICLE 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 : En application des dispositions du III de l'article R 314-36 du CASF, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 3 août 2006

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**Arrêté DDASS/AES/N° 3612/2006 fixant pour 2006 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat
Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie (CCAA) CHU de Nancy,
29, avenue du Marechal de Lattre de Tassigny - C.O. N° 34 - 54035 Nancy Cedex**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8, L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R 314-1 à R 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R 314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF ;

VU l'arrêté n° 99-396-SGAR en date du 28 Octobre 1999 autorisant le Centre d'hygiène alimentaire et d'alcoologie (CHAA) de NANCY géré par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY à fonctionner en Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie (CCAA) conformément au décret n° 98-1229 du 29 Décembre 1998,

VU le courrier transmis le 24 Octobre 2005 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le CCAA du CHU a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2006 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier en date du 26 Juillet 2006 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CCAA du CHU sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses de personnel	588 298,24	616 167
	Groupe II : Dépenses médicales	1 232,77	
	Groupe III et IV: Autres dépenses (dont amortissement provis)	26 636,23	
Recettes	Groupe I : Dotation globale	616 167,00	616 167
	Groupe II : Produits de l'activité hospitalière	0	
	Groupe III : Autres produits	0	

ARTICLE 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale du CCAA du CHU est fixée à 616 167 € à compter du 1^{er} septembre 2006.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 Octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 51 347,25 €

ARTICLE 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 5 : En application des dispositions du III de l'article R 314-36 du CASF, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 3 août 2006

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**Arrêté DDASS/AES/N° 3613/2006 fixant pour 2006 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat
Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie (CCAA) de Mont-Saint-Martin
Association Hospitalière du Bassin de Longwy, 4, rue Alfred Labbe - 54350 Mont-Saint-Martin**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8, L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R 314-1 à 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R 314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF ;

VU l'arrêté n° 99-395-SGAR en date du 28 Octobre 1999 autorisant le Centre d'hygiène alimentaire et d'alcoologie (CHAA) de MONT-SAINT-MARTIN, sis 4, rue Alfred Labbé - 54350 MONT-SAINT-MARTIN et géré par l'Association Hospitalière du Bassin de LONGWY (AHL) à fonctionner en Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie (CCAA) conformément au décret n° 98-1229 du 29 Décembre 1998 ;

VU le courrier du 27 Avril 2006 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le CCAA de MONT-SAINT-MARTIN au sein de AHL a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2006,

VU les propositions budgétaires transmises par courrier en date du 26 Juillet 2006 ;

SUR RAPPORT de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CCAA de MONT-SAINT-MARTIN sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I	5 069,95	325 041,50
	Dépenses afférentes à l'exploitation générale		
	Groupe II : Dépenses de personnel	313 554,71	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	6 416,84	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	301 290,00	325 041,50
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	23 751,39	

ARTICLE 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale du CCAA de MONT-SAINT-MARTIN est fixée à **301 290 €** à compter du 1^{er} septembre 2006.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 Octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est fixée à : 25 107,50 €.

ARTICLE 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association gestionnaire de l'établissement concerné.

ARTICLE 5 : En application des dispositions du III de l'article R 314-36 du CASF, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 3 août 2006

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT DE LORRAINE

**SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE**

**Avis relatif à l'extension de l'avenant n°79 à la convention collective de travail concernant
les exploitations horticoles et les pépinières du département de Meurthe-et-Moselle**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

envisage de prendre en application des articles L.133.10 et L.133.11 du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoire pour tous les employeurs et salariés des exploitations horticoles et des pépinières du département de Meurthe-et-Moselle, l'avenant n° 79 à la convention collective de travail du 19 juin 1969, conclu le 06 juillet 2006 entre :

- le Syndicat Horticole de Meurthe-et-Moselle

d'une part,

et

- l'Union départementale des syndicats CGT-FO

- l'Union départementale des syndicats CFTC

- l'Union départementale des syndicats CFDT

- la Confédération Française de l'Encadrement CFE-CGC

d'autre part.

Cet avenant a pour objet de modifier les salaires à compter du 1^{er} juillet 2006

Le texte en a été déposé le 24 juillet 2006 au Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Meurthe-et-Moselle.

Les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées, conformément aux dispositions des articles L.133.14 et R.133.2 du code du travail, de faire connaître dans un délai de quinze jours, leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée.
Leurs communications devront être adressées à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle - Direction des Actions de l'Etat - CO n° 31 - 54038 NANCY CEDEX.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté n°2006-356 relatif à une autorisation de défrichement - Territoire communal d'Arnaville

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 311-1 à L 311-5 et R 311-1 à R 312-6 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la demande du Conservatoire des sites lorrains, présentée au nom de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (E.P.F.L.) en date du 21 juin 2006, sollicitant l'autorisation de défricher 8 ha 50 a 61 ca de bois situés sur la commune d'ARNAVILLE ;
VU l'avis favorable du Directeur du Parc naturel régional de Lorraine en date du 4 juillet 2006 ;
VU l'avis favorable du Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 24 juillet 2006 ;
Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le défrichement des parcelles ci-après désignées est autorisé selon le plan annexé au présent arrêté :

Département	Territoire communal	Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Surface à défricher (ha)
			Lieudit	Section	N° de parcelle	
Meurthe-et-Moselle	ARNAVILLE	Etablissement Public Foncier de Lorraine (E.P.F.L.)	Côte Varenne	A	1197	4,9705
			Côte de Rudemont	A	62	2,3042
				A	63	1,2314
			Total			8,5061

ARTICLE 2 - La présente autorisation sera affichée :

- en mairie, au moins quinze jours avant le début des travaux et pendant une durée de deux mois ;
- sur le site, par les soins du Conservatoire des sites lorrains, de manière visible vers l'extérieur, au moins quinze jours avant le début des travaux de défrichement et pendant toute la durée d'exécution de ceux-ci.

Le plan cadastral des parcelles à défricher sera déposé en mairie par le Conservatoire des sites lorrains, où il pourra être consulté pendant la durée des opérations de défrichement.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Maire d'ARNAVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au Directeur du Conservatoire des sites lorrains, au directeur de l'E.P.F.L. et au Directeur du Parc Naturel Régional de Lorraine.

Nancy, le 24 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Le dossier peut être consulté à la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt (45 rue Sainte Catherine - 54043 NANCY CEDEX)

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification ou sa publicité :

- soit par recours gracieux auprès du préfet
L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants.
- soit par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy (Place de la Carrière - 54000 NANCY)

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

Arrêté 2006/DDE/036/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDER en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;
Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 06/BMSSE/10 en date du 9 mai 2006 ;
Considérant la nécessité de procéder à des travaux aériens de déroulage d'une fibre optique sur une ligne haute tension de classe B sur l'A. 330 au droit du PR 9+350 dans les deux sens de circulation, sur le territoire des communes de LUPCOURT et FLAVIGNY-su-MOSELLE ;
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - Le mardi 4 juillet 2006 de 11 à 12 H, la circulation s'établit comme suit sur l'A.330 :

Sens NANCY - EPINAL du PR 7+800 au PR 9+500

- la voie de droite est neutralisée par flèches lumineuses de rabattement

- la circulation s'effectue sur la voie de gauche
 - il est interdit de doubler
 - la vitesse est limitée à 90 km/h
- Sens EPINAL - NANCY du PR 9+600 au PR 9+300
- la voie de droite est neutralisée par flèches lumineuses de rabattement
 - la circulation s'effectue sur la voie de gauche
 - il est interdit de doubler
 - la vitesse est limitée à 90 km/h

ARTICLE II

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE III

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE IV

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine Alsace à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de LUPCOURT et FLAVIGNY-sur-MOSELLE, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 28 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de SERGEI,
B. HILT

Arrêté 2006/DDE/037/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 06/BMSSE/10 en date du 9 mai 2006 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006/DDE/33/CDER en date du 30 mai 2006 ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux aériens de déroulage d'une fibre optique sur une ligne à haute tension de classe B sur l'A. 33 dans les deux sens de circulation, au PR 13+250 sur le territoire des communes de LUPCOURT et FLAVIGNY-sur-MOSELLE

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - Le mardi 4 juillet 2006 de 10 à 11 H, la circulation s'établit comme suit sur l'A.33 :

Sens NANCY - STRASBOURG du PR 13+000 au PR 13+350

- la voie de gauche est neutralisée par flèches lumineuses de rabattement
- la circulation s'effectue sur la voie de droite
- il est interdit de doubler
- la vitesse est limitée à 90 km/h

Sens STRASBOURG - NANCY du PR 14+000 au PR 13+150

- la voie de droite est neutralisée par flèches lumineuses de rabattement
- la circulation s'effectue sur la voie de gauche
- il est interdit de doubler
- la vitesse est limitée à 90 km/h

ARTICLE II

En cas d'intempéries ou de problèmes techniques dûment constatés, les mesures d'exploitation prévues à l'article 1 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours considérés.

ARTICLE III

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE IV

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de LUPCOURT et FLAVIGNY-sur-MOSELLE, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 28 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de SERGEI,
B. HILT

Arrêté 2006/DDE/038/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006/DDE/026/CDER en date du 26 mai 2006 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de génie civil sur l'ouvrage d'art Voltaire de l'A. 31 au PR 255+239 et ce, dans les deux sens de circulation, sur le territoire de la commune de CHAMPIGNEULLES ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

Les mesures d'exploitation prévues dans l'arrêté de référence, pour la nuit du 5 juillet 2006 de 20h00 à 6h00, sur l'A. 31 entre les PR 258+500 et 254+900 sont modifiées comme suit :

dans le sens NANCY - METZ

- la circulation s'effectue sur la voie de droite

- il est interdit de doubler

- la vitesse est limitée à 110 km/h puis à 90 km/h

- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement - PR 255+100

- puis la circulation s'effectue sur la voie de gauche sens METZ - NANCY entre les PR 255+100 et 256+050 à une vitesse limitée à 90 km/h

- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement (PR 256+050)

dans le sens METZ - NANCY

- la voie de gauche est neutralisée

- la circulation s'effectue sur la voie de droite et sur la voie médiane

- la vitesse est limitée à 90 km/h

ARTICLE II

Les autres dispositions prévues dans l'arrêté initial cité ci-dessus demeurent inchangées.

ARTICLE III

En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES, Monsieur le Maire de CHAMPIGNEULLES, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 4 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de SERGEI,
B. HILT

Arrêté 2006/DDE/039/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°05/BODE/31 du 7 septembre 2005 ;

Vu les arrêtés préfectoraux n° 2006/DDE/027/CDER en date du 24 mai 2006 et n° 2006/DDE/035/CDER du 26 juin 2006 ;

Considérant la nécessité de procéder à la réalisation des travaux de construction du giratoire de raccordement entre la future RN 4 à 2 x 2 voies et la RN 4 actuelle entre les PR 95+443 et 96+308, sur le territoire de la commune de GOGNEY ;

A la demande de la subdivision de l'équipement de SEREGT ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

A compter de la date du présent arrêté et jusqu'au 20 juillet 2006, les mesures d'exploitation de la phase 4 (basculement de la circulation de la R.N. 4 sur la voie de déviation provisoire) prévues dans l'arrêté de référence sont modifiées comme suit dans les deux sens de circulation :

Sur la R.N. 4 dans le sens NANCY - STRASBOURG

- la vitesse est limitée à 50 km/h du PR 95+643 au PR 96+108

Sur la R.N. 4 dans le sens STRASBOURG - NANCY

- la vitesse est limitée à 50 km/h du PR 96+108 au PR 95+643

ARTICLE II

Les autres dispositions prévues dans les arrêtés cités ci-dessus demeurent inchangées.

ARTICLE III

En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par les entreprises SGREG EST/COLAS EST sous le contrôle de la subdivision de BLAMONT.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de GOGNEY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 6 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de SERGEI,
B. HILT

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

Arrêté n° 06 DE 009 PFU approuvant la carte communale de Chaouilley en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU la délibération du conseil municipal de CHAOUILLEY en date du 9 décembre 2004 prescrivant la carte communale ;

VU l'arrêté du 23 décembre 2005 prescrivant la mise à enquête publique ;

VU l'enquête publique, qui a eu lieu entre le 20 janvier 2006 et le 17 février 2006 ;

VU le rapport du commissaire enquêteur en date du 1^{er} mars 2006 ;

VU la délibération du conseil municipal de CHAOUILLEY en date du 1^{er} juin 2006 approuvant la carte communale ;

VU le rapport établi par le Directeur Départemental de l'Équipement ;

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : La carte communale de CHAOUILLEY qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

ARTICLE 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/1 000^e,
- un plan de réseau d'eau potable au 1/1 000^e,
- un plan de réseau de l'assainissement au 1/1 000^e.

ARTICLE 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 4 : Le conseil municipal de CHAOUILLEY n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 421-2-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Équipement et le Maire de CHAOUILLEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 25 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Décision concernant l'affectation des contrôleurs du travail

LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu le code du travail, notamment son livre VI,

Vu le décret 94-1166 du 28 décembre 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

Vu la décision du Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Lorraine publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE du 6 novembre 1998 et relative à la compétence territoriale des inspecteurs du travail de Meurthe-et-Moselle,

Vu la décision de la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du 27 juillet 2006 concernant l'affectation en section d'inspection des inspecteurs du travail.

D E C I D E

ARTICLE PREMIER : Sont ou demeurent affectés en section d'inspection les contrôleurs du travail dont les noms suivent :

Section d'inspection d'affectation	titulaire
Première section	Madame Clotilde PELTIER Madame Sylvie DIVOUX
Deuxième section	Monsieur Patrick JULLY Monsieur Philippe ADAM
Troisième section	Madame Valérie VIRIOT Monsieur Marc CORCHAND
Quatrième section	Madame Gisèle MALJEAN Monsieur Jean-Michel ALCARAZ
Cinquième section	Madame Sylvie BOUR Madame Sonia GUICHARD Monsieur ROBIN Michael

ARTICLE DEUXIÈME : En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des contrôleurs du travail désignés ci-dessus, son remplacement est assuré par l'un ou l'autre d'entre eux.

ARTICLE TROIS : La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 1^{er} septembre 2006.

ARTICLE QUATRE : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

VANDOEUVRE, le 27 juillet 2006

La Directrice Départementale,
Marie VIGIER

Décision concernant l'affectation des inspecteurs du travail

LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu le décret 94-1166 du 28 décembre 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2006 nommant Monsieur Michaël MAROT, Inspecteur du Travail en section d'inspection à la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} juillet 2006,

Vu l'arrêté ministériel du 26 juillet 2006 nommant Monsieur Alain JADELOT, Inspecteur du Travail en section d'inspection à la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} septembre 2006,

D E C I D E

ARTICLE PREMIER : Sont ou demeurent affectés en section d'inspection les inspecteurs du travail dont les noms suivent :

Section d'inspection d'affectation	titulaire
Première section	Madame Martine BOUBAGRA
Deuxième section	Madame Angélique ALBERTI
Troisième section	Monsieur Michaël MAROT
Quatrième section	Monsieur Alain JADELOT
Cinquième section	Monsieur Guy TROGNON

ARTICLE DEUXIÈME : La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 1^{er} septembre 2006.

ARTICLE TROIS : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

VANDOEUVRE, le 27 juillet 2006

La Directrice Départementale,
Marie VIGIER

Décision relative à l'organisation de l'inspection du travail dans le département de Meurthe-et-Moselle

LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu le code du travail, notamment son livre VI,

Vu le décret 94-1166 du 28 décembre 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

Vu la décision du Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Lorraine publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE du 6 novembre 1998 et relative à la compétence territoriale des inspecteurs du travail de Meurthe-et-Moselle,

Vu la décision de la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du 27 juillet 2006 concernant l'affectation en section d'inspection des inspecteurs du travail

D E C I D E

ARTICLE 1^{ER} : En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des inspecteurs du travail ci-dessous désignés, son remplacement est assuré par l'un ou l'autre d'entre eux :

Section d'inspection d'affectation	titulaire
1 ^{ère} section	Martine BOUBAGRA
2 ^{ème} section	Angélique ALBERTI
3 ^{ème} section	Michaël MAROT
4 ^{ème} section	Alain JADELOT
5 ^{ème} section	Guy TROGNON

ARTICLE 2 : En application des articles 6 et 7 du décret susvisé du 28 décembre 1994, les agents du corps de l'inspection participent en tant que de besoins, aux actions d'inspection de la législation du travail organisées par le Directeur Départemental dans le département.

ARTICLE 3 : La DDTEFP de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs du département.

ARTICLE 4 : La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 1^{er} septembre 2006.

ARTICLE 5 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

VANDOEUVE, le 27 juillet 2006

La Directrice Départementale,
Marie VIGIER

TRESORERIE GENERALE

Modification de la délégation de signature du trésorier-payeur-général en date du 7 août 2006 ;

Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle, vous demande de bien vouloir prendre en compte les modifications intervenues depuis la délégation de signature notifiée dans ma lettre du 1^{er} septembre 2005.

Les modifications concernent les points suivants :

II – DELEGATIONS SPECIALES

1/2 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement PTCLI à

- Mme Maryse DE DONATO, Contrôleur principal, Service Recouvrement centralisation

(en lieu et place de Melle Martine HOUTMANN)

Point 6/ fonctionnement des services

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas, et certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :

- Mme Sophie CHEVALIER, Inspecteur, Chef du service CQC (Cellule Qualité Comptable)

- Melle Odile GAMBETTE, Inspecteur, Chargé des Affaires Economiques

Point 7/ Fonctionnement du service « Recouvrements Produits divers – pensions alimentaires »

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les documents relatifs aux pensions alimentaires, à

- M. Claude DAUVAN, Inspecteur, Chef du service

(en lieu et place de M. David DE BEAUMONT, Chef du Sce Recouvrement Centralisation)

Point 8 /fonctionnement du service « Recouvrement Centralisation – amendes »

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les demandes de renseignements et accusés de réception du service Recouvrement, les états annuels des certificats reçus, les états de poursuites par voie de saisie à

- Melle Magali MUNIER, Agent de recouvrement

Je déclare que les pouvoirs ci-avant produisent effet à la date de la présente.

Christian BRUNET

NAVIGATION DU NORD-EST

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

Décision portant subdélégation de signature

Le Chef du Service de Navigation du Nord-Est, représentant local de VNF

Vu le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure

Vu le code général de la propriété des personnes publiques

Vu la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991, modifiée portant dispositions diverses en matière de transport

Vu la loi n° 2001-43 du 16 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports

Vu le décret du 6 février 1932, modifié, portant règlement général de police des voies de navigation intérieure

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies Navigables de France,

Vu le décret 91-797 du 20 août 1991 modifié relatif aux recettes de Voies Navigables de France

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies Navigables de France du 1^{er} octobre 2003

Vu la décision du 24 juillet 2006 portant délégation de signature du Président à M. François GAUTHEY, Directeur général de Voies Navigables de France,

Vu l'arrêté du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, chef du Service de la Navigation de Nancy, à compter du 02 novembre 2005

Vu la décision du 24 juillet 2006 portant délégation de signature du Directeur Général de VNF à M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la navigation de Nancy.

D E C I D E

ARTICLE 1 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Serge HECTOR, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Adjoint au Chef de service, à l'effet de signer dans les mêmes conditions, tous les actes ou documents dont les signatures lui ont été déléguées par décision susvisée.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Jean-Philippe MORETAU et Serge HECTOR, subdélégation est donnée à M. Bernard TERRANOVA, Ingénieur Divisionnaire des TPE, à l'effet de signer dans les mêmes conditions, tous les actes ou documents dont les signatures lui ont été déléguées par décision susvisée.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Michel COURTEAU, Chef de l'Arrondissement Développement, à effet de signer les actes suivants ainsi limités :

- Transactions prévues par l'article L 2132-25 du code général de la propriété des personnes publiques lors de contraventions de grande voirie déférées devant le juge administratif relatives, exception faites des transactions portant sur des astreintes liquidées par le juge administratif, à :

* interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage

* interdiction de stationner et circuler sur les écluses, barrages et ponts mobiles

* interdiction de laisser stationner des véhicules routiers sans autorisation sur le domaine public fluvial et dans les ports

- Transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquittement des péages prévues par la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991 susvisée.

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.

- Conventions d'indemnisation lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 €.

- Baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €

- Contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €

- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Aides aux embranchements fluviaux d'un montant global et forfaitaire n'excédant pas 46 000 € à condition que la convention soit conforme à la convention type d'aides aux embranchements fluviaux.
- Passation des concessions et conventions d'affermage portant sur toute installation portuaire de plaisance y compris d'équipements légers dont le cahier des charges ne comporte pas de modification substantielle au cahier des charges contenu dans l'instruction sur les concessions portuaires du 08/01/1999,
 - * passation de tous actes s'y rapportant à l'exception de la décision de prise en considération ;
 - * passation de tout acte relatif au contrôle de l'exploitation des ports fluviaux ayant fait l'objet d'une délégation de service public, quelle que soit l'autorité ayant signé le cahier des charges ;
- Acceptation de participations financières n'excédant pas la somme de 61 000 € ;
- Octroi, à des personnes autres que les associations, de subventions n'excédant pas la somme de 23 000 € par opération de travaux, d'études générales ou de développement de la voie d'eau ;
- Octroi de subventions aux associations n'excédant pas la somme de 3 000 € par an et par association ;
- Décisions d'aide aux adaptations techniques de la cale et à la modernisation des entreprises du transport fluvial ;
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par l'Établissement y compris le contreseing des superpositions de gestion ;
- Les états substitutifs établis en cas de défaut de transmission de la déclaration de flotte ou d'inexactitude de celle-ci prévus par l'article 6 du décret n°91-797 du 20 août 1991 susvisé ;
- Tous actes d'exécution en dépenses et en recettes des décisions ou conventions signées par les autorités compétentes du siège de l'établissement prévoyant expressément une exécution par le service mis à disposition de Voies navigables de France.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Jean-Philippe MORETAU et Michel COURTEAU, subdélégation est donnée à Mme Michelle LAQUENAIRE à l'effet de signer :

- Transactions prévues par l'article L 2132-25 du code général de la propriété des personnes publiques lors de contraventions de grande voirie déférées devant le juge administratif relatives, exception faites des transactions portant sur des astreintes liquidées par le juge administratif, à :
 - * interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage
 - * interdiction de stationner et circuler sur les écluses, barrages et ponts mobiles
 - * interdiction de laisser stationner des véhicules routiers sans autorisation sur le domaine public fluvial et dans les ports
- Transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquittement des péages prévues par la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991 susvisée.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par l'Établissement y compris le contreseing des superpositions de gestion ;
- Les états substitutifs établis en cas de défaut de transmission de la déclaration de flotte ou d'inexactitude de celle-ci prévus par l'article 6 du décret n°91-797 du 20 août 1991 susvisé ;

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Philippe LEFRANC, Ingénieur divisionnaire des TPE, Chef de l'Arrondissement Eau à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par l'établissement y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. BOURDELON Dominique, Attaché principal des SD, Secrétaire général, à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. André MAGNIER, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Chef de l'Arrondissement Etudes et Grands Travaux, à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par l'établissement y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. AUBERTEIN Jean-Louis, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Responsable de l'arrondissement Entretien Exploitation à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

ARTICLE 7 : Toute subdélégation antérieure à la présente est abrogée.

ARTICLE 8 : Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service du délégataire.

NANCY, le 26 juillet 2006

Le Directeur Interrégional,
Jean-Philippe MORETAU

SUBDELEGATIONS au 26 juillet 2006

NOMS	Fonction	Grade	Signature	Paraphe
S. HECTOR	Adjoint au chef de service	I.D.T.P.E		
D. BOURDELON	Secrétaire Général	Attaché principal		
B. TERRANOVA	Responsable Prospective Gestion Financement	I.D.T.P.E.		
M. COURTEAU	Responsable arrt Développement	Contrat VNF		
J.L. AUBERTEIN	Responsable arrt Exploitation	I.D.T.P.E.		
P. LEFRANC	Responsable arrt Eau	I.T.P.E.		
A. MAGNIER	Responsable arrt EGT	I.D.T.P.E.		
M. LAQUENAIRE	Action commerciale	Contrat VNF		

DIRECTION DES SERVICES FISCAUX

Décision concernant la présidence de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires de Meurthe-et-Moselle

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANCY

Vu le code général des impôts, notamment en son article 1651 ;

D E C I D E

ARTICLE 1ER : Mme Annick WOLF, premier conseiller au Tribunal administratif de Nancy, est désignée comme président titulaire de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires de MEURTHE-et-MOSELLE, en remplacement de M. Thierry BONHOMME, à compter du 6 juillet 2006.

ARTICLE 2 : En cas d'empêchement de Mme Annick WOLF, Mme Véronique GHISU-DEPARIS, conseiller au Tribunal administratif de Nancy, est désignée comme président suppléant de ladite commission, à compter du 6 juillet 2006.

ARTICLE 3 : La présente décision remplace la précédente en date du 19 septembre 2005 et sera notifiée au directeur des Services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

A Nancy, le 6 juillet 2006

Le Président du Tribunal Administratif de NANCY,
Daniel RICHER

